

LES ETATS-UNIS à la VEILLE des ELECTIONS PRESIDENTIELLES

dossier
p.11 à 16

lutte **ouvrière**

THAÏLANDE:

la
répression

p.24

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 425 - 23 octobre 1976 - prix : 3 F



Au pays des Dassault

les ministres

osent

demander

des sacrifices

aux travailleurs

Les détaillants en colère (p.4)

sommaire

ANS LE MONDE

Page 6 :

- Transkei : l'indépendance d'un camp de concentration.
- Giscard à la Réunion : grands discours face à la réalité coloniale.

Page 7 :

- La réévaluation du mark : un nouvel épisode de la crise.
- Italie : les syndicats organisent la division et la démolition.

Page 8 :

- Ryad : les Etats arabes officialisent la mise au pas de la Résistance palestinienne.
- Il y a 20 ans, le 23 octobre 1956 : l'insurrection hongroise.

EN FRANCE

Page 4 :

- Les détaillants victimes du plan Barre.

Page 5 :

- Elections législatives partielles : Lutte Ouvrière présente sept candidats.
- L'affaire de Grenoble : fin d'un cauchemar ou début d'une inquiétude ?

Pages 9 et 10 :

- Lu avec intérêt.
- Arrestations à Madrid.

Page 17 :

- Contre le chômage, tous aux côtés de la jeunesse, le 23 octobre !
- Assassinée pour une bouteille.
- Les policiers ne sont pas contents.

Page 18 :

- Usinor-Dunkerque : la CGT contre les grévistes du Mattaglo.

Page 19 :

- A quand le salon des accidents de travail ?
- Autoroute de déstabilisation... des porte-monnaie.

Page 20 :

- Patronat de droit divin : Citroën, Bourgogne-Electronique, Crédit Lyonnais, SEV-Marchal, Peugeot-Sochaux, SAFT Bordeaux.

Page 24 :

- Thaïlande : la répression s'étend.
- Manifestations en Chine : le mépris des dirigeants pour les masses populaires.

DOSSIER

Pages 11 à 16 :

LES ELECTIONS AMERICAINES

- Bonnet blanc et blanc bonnet.
- Le système américain : le bipartisme.
- Une campagne bien ordinaire.
- La gauche dans les élections.

DIVERS

Page 21 :

- Livres : L'Arménien, de Clément Lépidis ; Le temps de l'impudence, de Iouri Trifonov ; Ragtime, de Doctorow ; Requiem pour un paysan espagnol, de Ramon J. Sender.

Pages 22 et 23 :

- Films : Fantasia, de Walt Disney ; La dernière folie, de Mel Brooks ; Le corps de mon ennemi, d'Henri Verneuil.
- Théâtre : Une aspirine pour deux ; Monsieur chasse, de Feydeau.
- Télé : La recherche médicale, aux dossiers de l'écran.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

en bref... en bref... en bref...

Ceyrac à la rescousse

■ Devant les assises du Commerce, Ceyrac, le chef des patrons a apporté son soutien au plan Barre en disant : « Son échec ne compromettrait pas seulement la situation de l'économie française dans le monde, il aurait pour effet de mettre en cause la structure même de notre société et d'ouvrir ainsi la voie vers le collectivisme ».

Il était temps que Ceyrac arrive à la rescousse. Les patrons n'ont pas le moral à 73 % d'entre eux se laissent même aller, la semaine dernière, à penser que la venue de la gauche au gouvernement en 1978 était inéluctable.

Certains, qui prenaient les devants en évacuant leur magot, ont même sérieusement ébranlé les tentatives de Giscard et de son Premier ministre de redresser une situation déjà périlleuse.

Si les exhortations de Ceyrac viennent à propos, rien ne prouve qu'elles seront plus efficaces que celles des politiciens du gouvernement.

« Pas de panique » semble dire le « patron des patrons ». Si cela peut être un moyen de l'arrêter, ça pourrait être aussi bien le contraire. Car qui peut prévoir ce qui peut bien se passer dans la tête d'un possédant qui ne jure que par sa fortune, qui a montré bien des fois son incapacité à œuvrer dans le sens des intérêts généraux de sa classe, par crainte de sacrifier ses intérêts individuels ?

Ceyrac a fait son devoir. Maintenant, voque la galère...

Gierek - Giscard rencontre amicale

■ Giscard d'Estaing a reçu un accueil chaleureux du gouvernement polonais. Un sentiment de solidarité a dû rapprocher les hommes d'Etat en proie au même tourment : comment faire accepter à leurs classes ouvrières respectives un peu plus d'austérité.

Mais les « communistes polonais » n'ont-ils pas poussé trop loin la compréhension respectueuse en affirmant par la voie de *Polityka*, leur organe officiel, que *Démocratie française*, l'œuvre de Giscard, avait « la spontanéité de Gavroche et le charme de Marianne » ?

Une affirmation osée, qui n'est en tout cas pas du goût du journal *l'Humanité*, qui a exprimé sa rancune contre le parti faux-frère.

Quant à ceux qui ont lu Giscard en français, c'est spontanément qu'ils se sont demandé quels pouvaient bien être les charmes de la traduction polonaise.

Des pauvres parmi les riches

La publication par le *Nouvel Observateur* des déclarations de quelques vedettes de la politique, concernant leurs ressources, ne manque pas de saveur.

C'est ainsi que l'on apprend que Poniowski « ne dépense pas beaucoup ». Il a bien un appartement dans le XVI^e et une maison dans le Var, mais c'est bien tout, il nous le jure ! D'ailleurs les Champagnes Veuve-Clicquot ne sont pas sa propriété, mais celle de sa femme... Quant au château du Rouret, il est à son père...

Giscard, lui, est le modeste propriétaire d'un appartement parisien pour lequel il continue à payer des traites... à son père, qui lui avait prêté l'argent nécessaire. Par ailleurs, il est vrai qu'Anne-Aymone appartient à la famille Schneider et que, de ce côté, on n'est guère gêné !

Chirac, lui, outre son célèbre château, possède deux maisons et un appartement. Mais tout cela lui est venu pour l'essentiel par héritage...

Quant à Guichard, c'est autre chose. Le pauvre homme n'a qu'un modeste portefeuille d'actions se montant à 700 000 F et qui lui rap-

porte... 15 000 F par an, c'est-à-dire 1250 F par mois : moins que le SMIC ! Etonnant qu'un homme assez avisé pour être ministre de la Justice puisse se laisser gruger aussi facilement ! Une suggestion : M. Guichard, placez donc votre argent à la Caisse d'Epargne. A 7,5 %, cela vous rapportera quand même 52 500 F par an...

En somme, tous ces messieurs estiment avoir des fortunes tout ce qu'il y a de plus modestes. Et d'une certaine façon, ils n'ont pas tout à fait tort. Car lorsqu'un Giscard ou un Chirac évaluent le montant de leurs biens, c'est en les comparant à ceux des gens de leur classe qu'ils le font. Et cela laisse imaginer ce que sont les fortunes de ceux dont on ne parle pas, les grands chevaliers de l'industrie et de la finance.

D'ailleurs, Ceyrac, le patron des patrons, n'a-t-il pas lui-même déclaré à France-Inter que les cas cités par le *Nouvel Observateur* sont « les moins intéressants, parce qu'ils sont les plus en vue ». Et, a-t-il ajouté à l'adresse du journaliste qui l'interviewait, « si par hasard vous m'invitez à un débat de ce genre, je sais parfaitement qui j'inviterais » ! Voilà qui, sans aucun doute, serait encore infiniment plus édifiant.

Les profondeurs d'un sondage

■ Il aura suffi qu'il parte du gouvernement pour que Chirac voie sa cote remonter. Un sondage récent de l'IFOP lui accorde 49 % d'avis favorables, contre 46 % lorsqu'il était Premier ministre, alors que Giscard n'en recueille que 43 %.

Les maroquins ministériels, c'est bien joli. Mais c'est comme tout, ça finit par s'user. Alors, une petite cure de temps à autre hors du gouvernement, ça régénère le cuir et ça prolonge la vie professionnelle du politicien. Ça vaut un bon coup de brosse à reluire.

NON à l'extradition de Melvin Mac Lair et de ses camarades !

Quatre sympathisants du Black Panther Party sont menacés d'être extradés de France pour être jugés comme terroristes aux USA et, sans aucun doute, condamnés, comme l'ont été nombre de leurs camarades, à de très lourdes peines.

Il s'agit de Melvin et Jean-Carol Mac Lair, de Joyce Tillerson et de George Brown. Ce sont eux qui, en juillet 1972, avaient détourné sur Alger un avion de ligne américain, afin de protester contre le sort des Noirs aux USA. Réfugiés en France, ils ont été retrouvés par la police de Poniowski. Aussitôt les Etats-Unis ont réclamé leur extradition.

Le 18 octobre, la chambre d'accusation du

tribunal de Paris s'est réunie pour juger si oui ou non l'acte qui leur est reproché est de caractère politique. (Car la loi française n'autorise, en principe, l'extradition que pour des délits de droit commun). Elle ne rendra son jugement que le 15 novembre.

Etant donné ce qu'est la justice, nulle illusion ne peut exister concernant le verdict. Seule la protestation la plus large peut encore empêcher que ces quatre militants soient livrés à la police et aux tribunaux racistes américains.

C'est pourquoi il est nécessaire que tous ceux qui refusent l'extradition fassent entendre leur voix bien haut et bien fort dès maintenant.

Meeting Lutte Ouvrière

LILLE

CONTRE
L'AUSTERITE
ET LE PLAN BARRE,
QUELLE RIPOSTE
DES
TRAVAILLEURS ?

Vendredi 5 novembre
à 20 h 30

Halle au sucre,
Ancienne
rue des Archers,

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE

pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE

pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel son, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BI 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions in-

Au pays des Dassault, les ministres osent demander des sacrifices aux travailleurs

Ainsi donc, Dassault aurait fraudé le fisc d'une somme de l'ordre de 1,5 milliards de francs. C'est l'accusation portée par Hervé de Vathaire, le comptable du marchand d'avions, contre son ancien patron.

Un milliard et demi, c'est une somme colossale. C'est le quart de la somme que le gouvernement avait consentie aux paysans frappés par la sécheresse — et dont il avait imposé le financement aux contribuables. C'est le salaire de près de cinquante mille ouvriers pendant un an, à raison de 3.000 F par mois. C'est un peu plus que tout le budget de l'Etat consacré à la culture.

Un capitaliste, un seul, peut détourner au fisc une somme aussi colossale.

Rien d'illégal dans tout cela, affirme tranquillement Marcel Dassault. Et c'est avec l'assurance d'un homme parfaitement sûr de son bon droit qu'il s'indigne des accusations portées contre lui.

Eh bien oui, Dassault a peut-être raison. Il n'a peut-être rien fait d'illégal. Il a détourné un milliard et demi en utilisant des moyens licites, au vu et au su des contrôleurs fiscaux. Il a fait ce que des centaines, des milliers de ses semblables font tous les jours.

Il n'avait pas besoin de violer la loi. Cette loi est faite pour lui, pour les siens, pour les possédants. Une loi qui laisse aux milliardaires une multitude d'artifices pour échapper à l'impôt, mais qui ne laisse aucune échappatoire aux travailleurs.

Oui, il y a un scandale Dassault. Mais il dépasse le personnage. C'est un scandale social, un scandale de classe.

Peu importe quelles sont les obscures raisons qui font que l'attention de l'opinion publique est aujourd'hui attirée vers l'affaire Dassault. Ce ne serait pas la première fois que des bourgeois auraient réglé des comptes entre eux en levant un coin du voile sur leur système. Regardons donc ce qui est derrière le voile ! Regardons ce que sont, ce que font ceux qui osent, en ce moment même, réclamer des sacrifices aux classes travailleuses !

Combien faudra-t-il de contribuables salariés, petits paysans, petits commerçants pour éponger la fraude légale d'un seul Dassault ? Et de tous les autres Dassault de ce pays ? Car combien y en a-t-il de ceux-là ?

Et le plus scandaleux dans ce scandale, c'est que ces gens-là, s'ils ne sont pas les payeurs, ils sont les bénéficiaires des impôts dont l'Etat frappe la population laborieuse. Les entreprises Dassault vivent des commandes de l'Etat.

Elles prospèrent grâce à l'argent prélevé par l'Etat sur chacun d'entre nous.

Barre, avec ses discours sur la solidarité nationale, sur la nécessaire entente de tous pour combattre l'inflation, c'est le côté jardin. Le côté cour, c'est ce que l'on entrevoit derrière l'affaire Dassault.

Le plan d'austérité est fait, comme tous les autres qui l'ont précédé, pour prendre de l'argent aux plus démunis afin de donner encore et toujours plus à des gens comme Dassault. Et pour colossale que soit la somme que le marchand d'avions a gardée par-devers lui au détriment du fisc, elle est finalement modeste à côté de ce que l'Etat donne, officiellement, sans le moindre besoin de fraude même légale, à la classe capitaliste.

Oui, il y a de quoi être indigné, révolté. Mais cette indignation ne sert à rien, si elle ne débouche pas sur la conscience que les travailleurs n'ont à attendre justice ni des capitalistes, ni des lois qui les servent, ni de l'Etat qui les protège. Ils sont les ennemis mortels de la majorité laborieuse de la population.

Alors, les travailleurs ne peuvent pas, ne doivent pas laisser leur sort entre les mains du capital et de son Etat. Moins que jamais par ces temps de crise, où la classe capitaliste cherchera plus féroce-ment encore à piller les classes travailleuses. Le plan Barre est la dernière en date de ces tentatives.

La classe ouvrière peut empêcher que la classe capitaliste lui fasse payer la crise. Elle en a la force. Il faut qu'elle s'organise pour s'en servir tout de suite.

Et, en s'organisant, en utilisant sa force, la classe ouvrière est capable de faire infiniment plus encore que de rentrer le plan Barre dans la gorge de ceux qui l'ont inventé. Elle peut prendre elle-même le contrôle de la société, de ses richesses, afin que des iniquités comme celle dévoilée par l'affaire Dassault ne puissent plus jamais se produire.

Arlette LAGUILLER

Impôt sur le capital :

UN PROGRAMME ELECTORAL QUI N'EFFRAYE PAS LES CAPITALISTES

Impôt sur la fortune, ou impôt sur le capital, tel est le nouveau cri de ralliement d'un certain nombre de frondeurs de la Majorité en mal de programme pour les prochaines échéances électorales. Comment avoir l'air de ne pas cautionner les mesures impopulaires du plan Barre, ou comment se faire passer pour des partisans de la remise en question de la loi sur les plus-values, que l'on a votée quelques semaines auparavant en dépit de l'hostilité de son électorat, voilà une question que semblent avoir résolue un certain nombre de ténors de l'UDR dont Chirac est le chef de file.

C'est simple, il suffit de reprendre le programme de la gauche qui, elle aussi,

réclame l'impôt sur le capital et qui, elle aussi, est à concurrencer.

Mais qu'est-ce que cet impôt sur le capital qui ne fait même pas peur aux représentants du capital ? Après tout un certain nombre de pays bien capitalistes s'accrochent fort bien de cette fiscalité, tels l'Allemagne ou les pays scandinaves.

Il faut reconnaître aussi que, jusqu'à présent, les capitalistes en France se sont bien débrouillés avec toutes les formes de l'impôt, puisqu'ils trouvent toujours le moyen d'y échapper.

L'impôt sur le revenu par exemple, est payé par ceux qui n'en ont pas : les salariés. L'impôt sur les bénéfices : les grosses sociétés n'en payent pratique-

ment pas puisqu'elles peuvent, en déduisant leurs amortissements ou par d'autres combines, n'en déclarer pratiquement pas, tout en prospérant. Et le peu qu'elles déclarent se transforme en avoir fiscal déductible de l'impôt sur le revenu pour les actionnaires. Avoir fiscal que connaît bien d'ailleurs cet autre UDR, lui aussi partisan de l'impôt sur le capital, le célèbre Chaban-Delmas.

Ce seraient tout au plus les possesseurs d'une maison de campagne, ou les détenteurs de quelques actions qui y risqueraient quelque chose. Ce sont surtout ces derniers qui ont paniqué la semaine dernière et qui ont mis leur bien à l'abri en le faisant fuir en Suisse

ou en Allemagne ou en le convertissant en bijoux et œuvres d'art.

Quant on vient nous parler de prendre 0,5% ou 1% sur le capital alors que l'on distribue des milliards aux grosses sociétés capitalistes, comme lors du fameux plan de relance de l'année dernière ou comme le plan Barre s'apprête à le recommencer, on se moque du monde, et c'est vraiment du cynisme.

Vouloir imposer le capital, ce n'est en fin de compte que vouloir donner l'illusion qu'on l'attaque alors qu'on le sert.

C'est pourquoi notre programme n'est pas l'imposition du capital, mais sa suppression et son expropriation par les travailleurs.

Louis GUILBERT

Les détaillants victimes du plan Barre

Depuis le lundi 18 octobre, les détaillants en fruits et légumes sont en grève pour protester contre le blocage de leurs marges bénéficiaires décidé par le gouvernement. Celui-ci prétend par cette mesure freiner la hausse des prix.

Mais les travailleurs ne doivent pas se laisser abuser par la démagogie gouvernementale. Certes, ils sont les premiers gênés par la hausse des produits alimentaires. Mais s'ils sont les premiers touchés par la crise, par les plans d'austérité mis en place par le gouvernement pour permettre aux capitalistes de continuer, eux, à amasser des profits, ils ne sont pas les seuls : le gouvernement s'attaque aussi aux petits commerçants. Mais il espère ainsi diviser la population laborieuse, dresser les ouvriers et les employés contre les petits commerçants ou les petits paysans. C'est pourquoi il tente de faire passer les mesures sur le blocage des marges bénéficiaires des détaillants des fruits et légumes comme des mesures contre la hausse des prix. Mais, tant que les profits des grossistes et des magnats de la distribution seront sacro-saints, on aura beau multiplier les tracasseries auprès des petits commerçants et même faire des coupes sombres dans leurs revenus, les prix continueront à augmenter. Car ce ne sont pas eux les principaux responsables des hausses.

Les travailleurs ont peut-être été gênés par la grève. Mais, par-delà cette grève, il faut comprendre la colère des détaillants qui vont, avec les consommateurs, faire les frais de ces hausses de prix. Car, alors que le coût de la vie continuera à augmenter, leurs revenus seront bloqués. Pire même : ils devront payer plus cher pour se procurer la même masse de marchandises, dont les prix de gros augmenteront, et ils devront prélever sur leur marge bénéficiaire bloquée une somme croissante pour la TVA — que le gouvernement s'est bien gardé de bloquer et qui est toujours calculée en pourcentage sur le prix de gros.

Ainsi le gouvernement, non seulement ne lutte pas contre la hausse des prix, mais il s'attaque au niveau de vie des petits commerçants comme à celui de tous les travailleurs.

Certes, il y a des détaillants qui s'en sortent bien et qui ne s'en sortiront encore pas trop mal malgré cela. Mais c'est justement sur les autres, sur les plus pauvres, sur ceux qui n'ont pas un débit assez rapide, qui n'ont pas assez d'argent d'avance pour renouveler les stocks à des prix sans cesse croissants, que tout le poids des mesures gouvernementales retombera. Les grandes surfaces, elles, ont un débit tel

qu'avant même d'avoir payé un stock de marchandises, acheté à trois mois par exemple, elles l'ont déjà vendu et renouvelé, et ceci plusieurs fois. C'est dire qu'avec un minimum de capital investi, elles peuvent réaliser d'importants bénéfices, tellement celui-ci tourne vite. Le petit commerçant, qui a tout son capital immobilisé sous forme d'un stock de marchandises qui se renouvelle beaucoup plus lentement, n'arrivera pas, lui, à dégager de l'argent frais pour faire face à l'augmentation des prix de gros. Ainsi, encore une fois, sous l'apparence de mesures égalitaires s'appliquant à tous les détaillants, qu'ils soient petits commerçants ou grandes surfaces, le gouvernement frappe les plus pauvres. A la classe ouvrière de ne pas se laisser abuser par le soi-disant partage égal des sacrifices et à être solidaire des petits qu'on essaie d'écraser.

Les détaillants sont décidés à lutter contre ces mesures iniques. Ils sont particulièrement scandalisés par le fait que le gouvernement continue à prélever une TVA qui ne cesse d'augmenter, avec la hausse des prix, sur une marge bénéficiaire bloquée. Tant et si bien que, devant la colère des détaillants, le gouvernement a annoncé qu'il serait prêt à envisager une taxation des marges bénéficiaires qui soit applicable hors TVA, et non TVA incluse (ce qui ne suffirait pas de toute façon à empêcher la dégradation du niveau de vie des petits commerçants). Mais il a dit qu'il ne le ferait que si le mouvement de protestation cessait. Pourtant, c'est bien parce que ce mouvement se développe que le gouvernement commence à envisager d'assouplir ses mesures.

La classe ouvrière doit être solidaire de cette lutte. Les travailleurs ne doivent pas se laisser abuser par la démagogie du gouvernement, qui voudrait bien faire du petit commerçant un bouc émissaire à leur mécontentement.

Olivier BELIN.

**Marge
bénéficiaire
et TVA :
une mesure
inique**

Dans la réglementation précédente, la marge bénéficiaire du détaillant était fixée en pourcentage. Il pouvait vendre ses légumes 1,5 fois le prix de gros hors TVA (la TVA, 7 % du prix de gros, étant à prélever sur la marge bénéficiaire). Ainsi, un produit acheté 2 F le kilo était revendu 3 F au détail. Suivant la nouvelle règle, la marge bénéficiaire est fixée en valeur absolue pour chaque produit (0,80 F pour un kilo de poireaux; 1 F par kilo pour un autre légume) quel que soit le prix d'achat au grossiste.

La TVA, elle, reste calculée en pourcentage. Et donc la marge bénéficiaire réelle d'un détaillant devient d'autant plus faible qu'il paye le kilo de poireaux plus cher. S'il le paye 2 F, il a le droit de le revendre 2,80 F et doit payer 0,14 F de TVA : il y gagne 0,66 F. Mais si le kilo de poireaux en gros monte à 3 F, le détaillant doit payer 0,21 F de TVA : il ne lui reste plus qu'un bénéfice de 0,59 F.

Interview d'un groupe de grévistes détaillants en fruits et légumes à Rungis

« Vous êtes grévistes ?

— Oui. Nous étions 1.170 votants mercredi dernier. Le vote était à bulletins secrets, parce qu'il y a des grossistes qui peuvent se glisser parmi nous, si c'est à main levée. 863 ont voté pour la grève et le reste contre, soit 70 % pour. Nous avons décidé de ne commencer la grève que lundi, pour permettre que les stocks s'écoulent, ici, au MIN (Marché d'Intérêt National de Rungis). D'ailleurs, il y a des grossistes qui en ont profité pour se reconstituer des stocks.

— Que demandez-vous ?

— On demande à rester au coefficient d'avant le 15 septembre et on ne veut pas de

marge fixe comme on nous l'impose maintenant, sur un certain nombre de produits. D'ailleurs, le coefficient multiplicateur datait de 1973. Mais disons que, dans un premier temps, on serait d'accord pour s'y tenir pendant trois mois. Et après on pourrait discuter.

— Pouvez-vous expliquer comment cela fonctionne ?

— Par exemple, lorsque notre prix d'achat est de 1 F, si le coefficient est de 1,50 comme nous le demandons, le prix de vente sera de 1,50 franc. Et là-dessus, nous devons compter les différents frais et la TVA de 7 %. Et, pour vous dire, ce coefficient date de 1973. Depuis, le coût

de la vie a augmenté. Il devrait être de 1,80. Mais nous, on veut bien participer à l'effort. On demande juste que le coefficient de 1,50 soit maintenu. On veut bien faire un effort mais on ne veut pas crever.

— Qui devrait payer, d'après vous ?

— Nous, on est comme les travailleurs. Et encore, on travaille quinze heures par jour. On veut notre salaire, c'est tout. Et puis, les charges ne font qu'augmenter. Maintenant, c'est tout juste si on ne fait pas l'aumône en semaine. On se rattrape un peu le samedi et le dimanche. Mais si ça continue, on va être obligé de travailler la nuit. Vous

savez, que ce soit un gouvernement de gauche ou de droite, c'est pareil. Tant qu'il y aura tous ces fonctionnaires.

— Comment sont vos rapports avec les grossistes ?

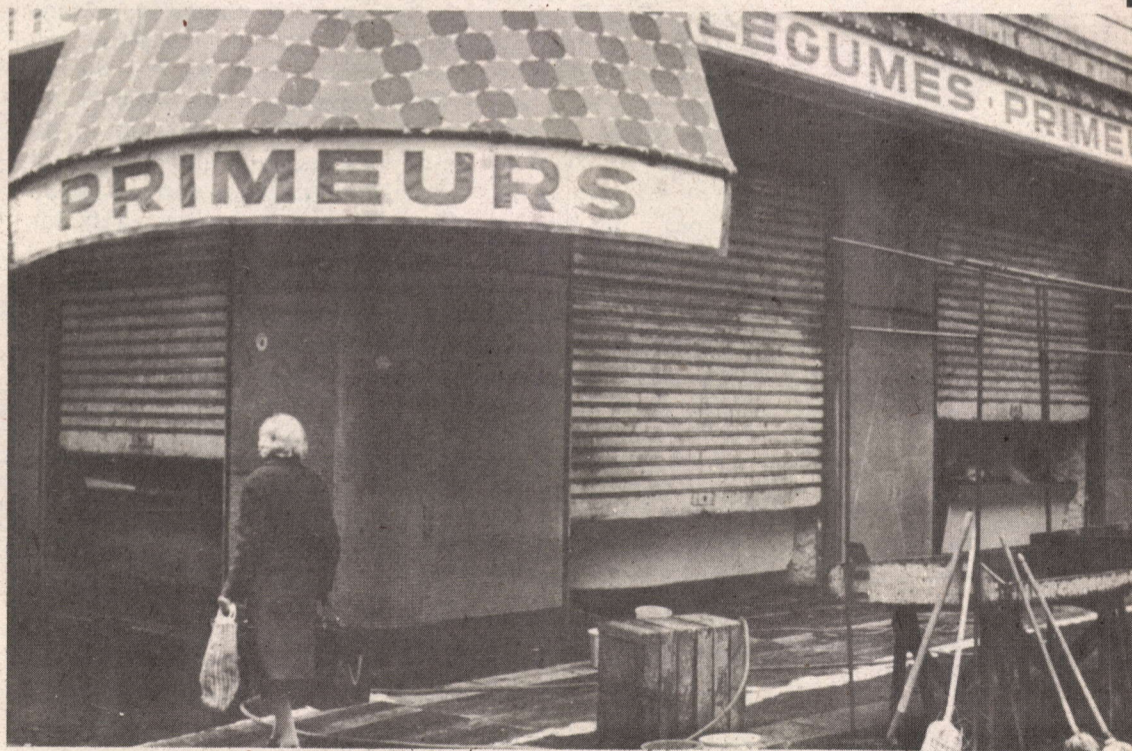
— Il y en a qui nous soutiennent, mais il y a une vraie mafia à Rungis. Et puis, il y a les grandes surfaces, qui nous font du tort et qui volent le client.

Les grandes surfaces sont bloquées, comme nous. Mais elles tournent le blocage par le système des centrales d'achat, qui font partie des mêmes sociétés et qui revendent aux différents magasins. Ce qui fait qu'ils bénéficient deux fois de la marge. C'est ainsi que, si nous vendons les

pommes « starking » 3,20 F, nous sommes passibles d'amende, alors que l'hyper-marché qui les vend, 4,60 F ne risque rien.

— Il y a le meeting, cet après-midi ? Qu'allez-vous proposer ?

— Oh, vous savez, ils vont nous donner des miettes. Nous ne sommes pas d'accord avec Rapine (le président de l'Union nationale). C'est pour cela que nous avons créé l'Union des jeunes producteurs en fruits et légumes. Nous voulons la liberté des prix, en tous les cas comme avant le 15 septembre, et nous sommes prêts à continuer. La grève est notre seul moyen d'action.



L'étal d'un détaillant en grève dans un quartier marchand de Paris.

(AFP)

Lutte Ouvrière présente 7 candidats

Une élection partielle doit avoir lieu le 7 novembre prochain, six autres une semaine plus tard. LUTTE OUVRIERE présente des candidats dans chacune de ces circonscriptions.

Ces élections vont avoir valeur de test. Pour la Majorité, qui va avoir l'occasion de régler ses comptes entre RI, UDR ou Centristes. Pour les partis signataires du Programme commun, qui vont tout faire pour atteindre un score qui les place avant leur partenaire.

Mais la présence de candidats révolutionnaires de LUTTE OUVRIERE en fera autre chose qu'un simple test dans la compétition entre les politiciens et les partis. Les travailleurs, les petits paysans, les petits commerçants, tous ceux qui vivent du fruit de leur labeur auront l'occasion de dire aux hommes de la Majorité qu'ils ne veulent pas d'une

politique qui s'en prend ouvertement à leurs moyens d'existence ; ils diront non au plan Barre et aux politiciens qui en sont les complices avoués, même s'ils ne sont plus aujourd'hui ministres. Ils diront non à l'austérité qu'on veut leur imposer alors que, dans le même temps, les péripéties d'un scandale révèlent qu'un homme comme Dassault, qui bénéficie largement de l'argent de l'Etat sous forme de commandes militaires (c'est-à-dire de l'argent des impôts payés par les travailleurs, les paysans, les commerçants), peut quasi légalement frauder le fisc de plusieurs dizaines de milliards d'anciens francs. Ils voteront contre les représentants des patrons, contre les complices des fraudeurs, des spéculateurs. Mais pour dire non à l'austérité, suffit-il de voter pour les partis du Programme commun ? Suffit-il de voter pour le parti de Mitterrand, au moment même où ce dernier

vient de déclarer, devant six cents patrons réunis, dont Dassault fils, qu'il n'était pas question de remettre en cause les profits capitalistes ? Suffit-il de voter pour les candidats du PCF qui, quoiqu'ils déclarent, en sont réduits à quémander de Mitterrand qu'il respecte les accords du Programme commun, sans obtenir la moindre garantie.

Le 7 et le 14 novembre, les travailleurs qui sont appelés aux urnes auront la possibilité d'exprimer autre chose que leur refus de la droite et de son austérité. Ils pourront exprimer leur volonté de ne pas attendre les élections législatives de 1978 pour s'attaquer aux vrais problèmes. Ils le pourront en votant pour les candidats révolutionnaires, les

candidats de LUTTE OUVRIERE.

Car l'enjeu n'est pas seulement de savoir qui l'emportera en 1978 aux élections, mais plutôt de savoir dès aujourd'hui qui va faire les frais de la crise : les travailleurs, tous ceux qui vivent de leur labeur, ou bien les profiteurs, les spéculateurs de haut vol, en un mot les capitalistes, qui aujourd'hui prétendent vouloir partager les sacrifices, mais qui n'ont jamais par le passé parlé de partager les profits.

Attendre 1978, c'est laisser dix-huit mois à Barre et à la droite pour mettre en place leurs mesures d'austérité. C'est différer la lutte pour des revendications qu'il faudra, de toute façon, même si la gauche est majoritaire, arracher au patronat. Il faut que nombreux soit ceux qui affirment leur volonté de ne pas attendre, en votant le 7 et le 14 novembre pour les candidats de LUTTE OUVRIERE.

CANDIDATS DE LUTTE OUVRIERE

2^e circonscription de la Haute-Loire :
PETIOT Michel, ajusteur.
10^e circonscription du Rhône :
COUZON Evelyne, infirmière.
3^e circonscription de la Corrèze :
MORATILLE Micheline, employée à la Sécurité sociale.
4^e circonscription de l'Allier :

BOURRY Marie-Christine, employée à la Sécurité sociale.
5^e circonscription de la Gironde :
BARTHELEMY Gérard, employé dans les hôpitaux.
3^e circonscription de Paris :
DE SPIRT Sabine-Yvonne, secrétaire.
5^e circonscription des Yvelines :
HEROUT Bernadette, ouvrière spécialisée.

Fin d'un cauchemar ou début d'une inquiétude ?

L'assassin présumé de Muriel Trabelsi et de Christian Leroy, celui qui aurait enlevé également Olga Moïssenko dont on est sans nouvelles, et qui signe « Brigades Rouges », aurait été arrêté par la police quelques heures après la diffusion de sa voix sur les antennes.

Nul doute qu'en apprenant cette nouvelle, une grande partie de la population se soit sentie soulagée, car cette histoire d'un tueur fou, qu'on a au préalable volontairement amalgamée avec une histoire politique, soulevait le dégoût, la réprobation générale, voire même la crainte.

Malgré cela, l'appel à la délation publique a de quoi inquiéter et son bien-fondé reste encore à démontrer.

D'abord parce que rien n'est encore prouvé au moment où nous écrivons. Même pas que Joël Matencio soit le véritable assassin, puisque jusque-là il nie. Ensuite aussi parce que tout cela fait la partie bien belle en apparence à la police et que le passé nous a prouvé que c'était dans bien des cas suspect.

Tout se passe maintenant comme si on voulait nous faire admettre qu'en France, comme en Allemagne, l'appel à la délation publique devienne le mode d'investigation policière courant et que l'on veuille que cette affaire, avec les résultats qu'elle a en apparence, serve de justifi-

cation à des méthodes non admises encore jusque-là.

Ce qui est indéniable, c'est que son utilisation peut mener aux pires abus, puisqu'il suffirait d'une dénonciation de n'importe qui pour que tout un chacun puisse se retrouver du jour au lendemain dans les pattes de la police, avec tout ce que cela peut représenter d'effrayant, même pour le plus innocent des citoyens.

La police n'est pas au service de la population et c'est bien le fond du problème. Quand elle fait appel à la population, c'est pour un travail d'auxiliaire. Mais elle reste incontrôlée de l'ensemble de la population. Elle est capable, comme elle l'a maintes fois montré, des pires exactions contre les citoyens qu'elle prétend défendre.

Et plus elle dispose de moyens, plus elle dispose de droits, plus elle est dangereuse pour la population au-dessus de qui elle se place.

Pour qu'il en soit autrement, il faut conquérir le droit et la possibilité de contrôler ce qui se passe dans les commissariats et les lieux d'interrogatoire et de détention. Il faut que ceux qui sont chargés des tâches de police soient tenus de rendre des comptes à la population, qu'ils soient finalement éligibles et révocables par ceux qu'ils sont censés défendre.

L. G.

IL FAUT LES SAUVER

Le 21 octobre à l'appel du Comité des mathématiciens qui s'était constitué il y a deux ans en faveur de Léonid Pliouchtch, un meeting est organisé à la Mutualité pour protester contre la répression dont sont victimes des intellectuels et militants politiques non seulement en URSS et dans les pays de l'Est mais aussi en Amérique latine.

Il s'agit de V. Boukovski, intellectuel soviétique, condamné en 1972 à 12 ans de prison pour son action en faveur des droits de l'homme et contre les hôpitaux psychiatriques - pri-

sons d'URSS; J.-L. Massera, dirigeant du Parti Communiste Uruguayen et mathématicien de valeur, qui a été arrêté en 1975 et torturé à plusieurs reprises; S. Glouzman, ami de L. Pliouchtch, psychiatre à qui on reproche de ne pas avoir accepté de déclarer Pliouchtch malade; V. Lopez Arias, dirigeant syndical des mineurs boliviens, torturé puis livré aux mains de Pinochet et exilé au sud du Chili; J. Muller, dirigeant des étudiants tchèques, détenu dans des conditions épouvantables; E. Enriquez, dirigeant du MIR chilien, livré

à la police de Pinochet par le gouvernement argentin et dont on n'a plus de nouvelles.

Ces militants risquent tous leur santé et même leur vie, ils ont été torturés; ils sont emprisonnés parce qu'ils se sont élevés contre le régime de dictature qui règne dans leur pays.

Leur histoire est celle de milliers d'autres militants, hommes et femmes qui croupissent dans les geôles ou les camps de concentration.

Il faut les sauver, eux et leurs camarades.

Lorsque le PC s'indigne de l'absence des libertés en URSS

Le Parti Communiste Français, qui avait refusé il y a un an de s'associer au meeting en faveur de la libération de Pliouchtch, participe au meeting organisé par le Comité des mathématiciens contre la répression en URSS et en Amérique latine.

Le PCF reconnaît donc implicitement que dans un pays comme l'Union Soviétique, les libertés démocratiques sont bafouées. Les dirigeants du Parti Communiste savent depuis longtemps ce qui

se passe en URSS; s'ils choisissent aujourd'hui de se démarquer de certains aspects particulièrement choquants du régime de l'Union Soviétique, en participant avec d'autres organisations à une réunion de protestation, c'est que les élections approchent et qu'il est indispensable pour le Parti Communiste de se démarquer de l'URSS pour plaire à l'opinion publique bourgeoise. Mais le Parti Communiste pourra bien prendre de plus en

plus de distance vis-à-vis de l'Union Soviétique pour marquer son indépendance, et multiplier les sourires et les gestes rassurants à l'égard de la bourgeoisie française, il n'obtiendra pas pour autant ses faveurs. Pour qu'il soit considéré comme fiable par la bourgeoisie, il faut encore qu'il fasse la démonstration qu'il est prêt à perdre son audience dans la classe ouvrière pour mieux servir les intérêts du capital.

Sylvie FREJUS

L'indépendance d'un camp de concentration

Le 26 octobre, un nouvel Etat indépendant va naître en Afrique Australe : le Transkeï.

C'est le très raciste régime d'Afrique du Sud qui proclame l'indépendance du nouvel Etat et transmet ses pouvoirs à un Parlement et à un gouvernement noirs.

Cette indépendance semble donc s'inscrire dans le mouvement de décolonisation qui a gagné ces dernières années toute l'Afrique Australe. Et pourtant, la fraction de la population africaine qui est censée en être bénéficiaire la conteste violemment.

C'est qu'elle n'est en fait que le couronnement de toute la politique d'Apartheid. Après avoir imposé dans toute l'Afrique du Sud la ségrégation raciale, le gouvernement d'Afrique du Sud a voulu lui donner une base territoriale en créant dix Bantoustans, ou foyers bantous (dont l'un des plus importants est le Transkeï). Il a donné à chaque ethnie, pour jouer sur les micro-nationalismes tribaux contre le nationalisme noir, des parcelles de territoire qu'il pourra se permettre de surveiller uniquement de l'extérieur, en en confiant la garde intérieure à des gouvernements noirs dits indépendants.

Mais aucune de ces parcelles n'est viable sur le plan économique. Pas plus que les autres Bantoustans, le Transkeï ne peut assurer la survie de tous les Africains d'origine xhosa à qui a été imposée de force la nationalité transkéienne.

Pour ceux qui sont à l'origine de ce projet, cela n'a aucune importance. Dans leur projet, les nouveaux Transkéiens doivent continuer à venir travailler dans les usines, les mines et les champs des propriétaires blancs d'Afrique du Sud. Seulement, officiellement, ce n'est plus en tant que Noirs, mais en tant que travailleurs immigrés, qu'ils seront privés de tout droit — ce qui aura l'avantage de paraître moins choquant aux yeux de l'opinion internationale...

Femmes, enfants, vieillards, tous ceux qui ne sont pas directement productifs resteront parqués, en crevant lentement de faim dans ces immenses camps de concentration baptisés Bantoustans... C'est déjà ce qui, depuis plusieurs années, est fait. La seule nouveauté, c'est que désormais un de ces camps de concentration est déclaré pays indépendant.

Les seuls Africains à qui profite la création de ce nouvel Etat sont les chefs coutumiers sur lesquels s'est appuyé le gouvernement blanc d'Afrique du Sud. C'est ainsi qu'il leur a reconnu, de droit, 75 des 150 sièges du Parlement transkéien. Ce sont aussi un certain nombre d'avocats, de magistrats, de fonctionnaires, qui occuperont les quelques milliers de postes laissés vacants par les Blancs.

On comprend pourquoi la population africaine refuse avec énergie cette soi-disant « indépendance », qui la rend étrangère dans son propre pays, l'Afrique

du Sud, et l'écarte un peu plus encore des richesses qu'elle a créées...

Alors, bien sûr, il y a eu fin septembre des élections où le parti du Premier ministre du Transkeï, Kaiser Matanzima, a obtenu 71 des 75 sièges à pourvoir. Des élections organisées dans un pays où, aussi bien au Transkeï qu'ailleurs, le gouvernement blanc fait régner la terreur, où seuls avaient le droit de s'exprimer les partisans de l'« indépendance ». Des élections dont les résultats traduisent le contraire de la réalité.

Et aujourd'hui, il est évident que la politique de partition du pays entre Blancs et Noirs, avec pour les Noirs la portion congrue, a fait long feu. La population africaine s'est mise en branle. Et l'un des points du programme qu'elle s'est donné, et qu'elle reprend dans les manifestations, est justement le refus des Bantoustans, cette création ignoble et inacceptable imaginée par les Blancs racistes d'Afrique du Sud. Et ce refus est si évident que certains des dirigeants africains les plus modérés, les plus liés au régime de l'Apartheid, voire certains de ceux qui étaient prévus pour être les chefs d'Etat des futurs Bantoustans indépendants, se désistent et se déclarent contre leur indépendance.

C'est un signe. Le signe qu'ils sentent que la population africaine n'est pas prête à se calmer, jusqu'à la chute du régime de l'Apartheid et jusqu'à ce que la majorité africaine de la population dispose de l'ensemble de l'Afrique du Sud.

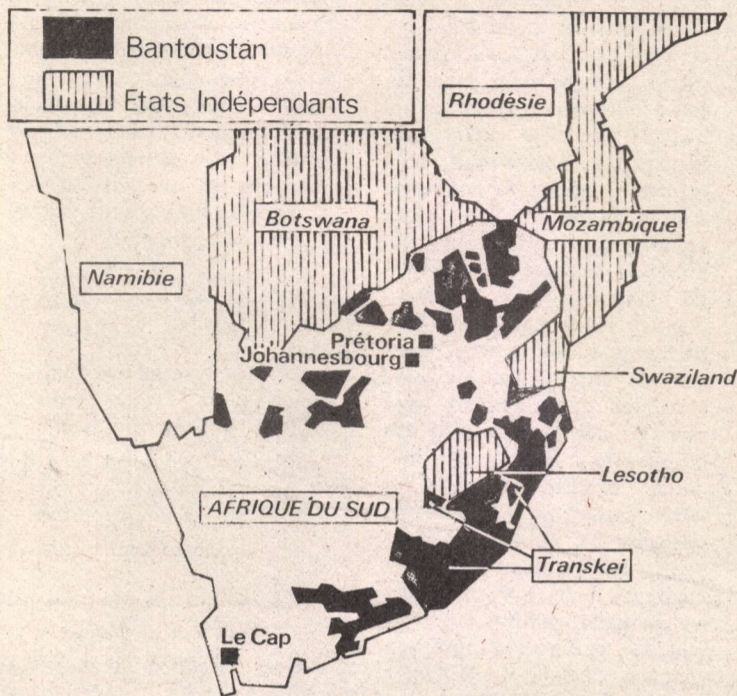
Sylvie FRIEDMAN.

CE QU'EST LE TRANSKEI

Le Transkeï est l'un des plus importants Bantoustans, qui ne représentent en tout que 13 % de la superficie du pays, alors que les Africains forment 70 % de la population. Et ces enclaves sont situées dans les régions les plus pauvres : toutes les grandes villes, les ressources minières, les zones industrielles et les riches zones agricoles restent à l'Afrique blanche.

Le Transkeï a été attribué aux Xhosas. C'est-à-dire que, outre ceux qui résident au Transkeï même, plus d'un million d'Africains (dont 130.000 vivent à Soweto, la banlieue noire de Johannesburg) vont automatiquement perdre, le jour de l'indépendance, la nationalité sud-africaine pour acquérir d'office la citoyenneté du Transkeï, même s'ils n'y ont jamais mis les pieds.

Au Transkeï même, comme dans tous les autres Bantoustans, les terres cultivables sont incapables de nourrir la population locale. Les céréales sont importées d'Afrique du Sud. Pour 310.000 travailleurs potentiels, il n'y a que 48.000 emplois, dont 20.000 dans les services du gouvernement. Plus de 250.000 travailleurs sont employés en Afrique du Sud et leurs salaires sont la principale ressource du pays



Le projet de Bantoustans vise à regrouper 70 % de la population sur les 13 % les plus pauvres du pays. Chacun des Bantoustans, censés devenir indépendants à l'instar du Transkeï, est morcelé. Le Transkeï est composé de trois parties séparées.



Ouverture de l'Assemblée législative du Transkeï. Une « indépendance » octroyée par le régime raciste d'Afrique du Sud mais que la population refuse avec énergie.

(70 % environ). Les habitants du Transkeï passent de la condition de paysans sans terre à celle de salariés au-dehors, retournant de temps en temps dans la réserve pour récupérer et revoir leur famille — seuls ceux qui sont productifs ont le droit de résider

dans les banlieues des grandes villes.

En accédant à l'indépendance, le Transkeï héritera de l'état d'urgence, grâce auquel les chefs peuvent interdire les réunions, bannir les indésirables et brûler leurs maisons.

Giscard à la Réunion : grands discours face à la réalité coloniale

Giscard est parti pour trois jours à la Réunion, un des territoires hérités de l'empire colonial français.

Il y a deux ans, il avait fait la même visite aux Antilles. La population, par ses manifestations, lui avait montré que la « présence française », que Giscard venait lui vanter, était ressentie comme un boulet.

Giscard sait bien que, comme les travailleurs antillais, les travailleurs réunionnais étouffent sous l'oppression coloniale, son cortège de misère économique, d'injustices, de fraude électorale et de répression. Pour empêcher l'expression de l'hostilité et des revendications de la population, il a fait renforcer les forces de l'ordre stationnées sur place par un millier de gendarmes.

Giscard a donc pu expliquer, dans un calme bien protégé par les uniformes, que la France et lui-même se penchent avec sollicitude sur les difficultés des Réunionnais. Ces difficultés sont celles de tous ces prétendus départements d'Outre-Mer. Ces pays, maintenus dans le sous-développement, souffrent chroniquement du chômage, des bas salaires, du mauvais logement, du sous-équipement. Pour trouver du travail, les travailleurs réunionnais doivent s'expatrier en France.

Alors, tout n'est qu'hypocrisie dans ce que dit Giscard de l'aide de la France à la Réunion. Le seul résultat que puisse avoir ce que Giscard a appelé « la présence tranquille et assurée de la France dans l'Océan Indien », c'est l'aggravation d'une situation que l'impérialisme français a créée et aggravée au fil des décennies.

André ROUSSEL.

La réévaluation du mark :



Un nouvel épisode de la crise

■ Après plusieurs semaines d'attente, le mark ouest-allemand vient d'être réévalué. Réévaluation est d'ailleurs un bien grand mot, car l'opération réalisée par le gouvernement allemand n'a pas modifié, par elle-même, d'un centime le taux de change du mark allemand par rapport à la plupart des monnaies, qu'il s'agisse du franc français, de la livre anglaise ou du dollar. Officiellement, la réévaluation du deutschemark ne concerne que ses rapports avec les monnaies de quelques petits pays, la Belgique, le Luxembourg, la Hollande et les pays scandinaves.

A cela il y a une raison bien simple : depuis l'aggravation des désordres monétaires mondiaux, depuis la faillite déclarée du dollar en 1971, les pays capitalistes ont progressivement abandonné ce qui était une règle indispensable au bon déroulement des échanges commerciaux : des taux de change fixes.

Autrement dit, les taux auxquels sont échangées les mon-

naies les unes contre les autres sont déterminés par le seul jeu de l'offre et de la demande, avec tout le préjudice que cela comporte pour les échanges commerciaux. Une entreprise française par exemple, achetant de la marchandise en Allemagne avec des traites à un, deux ou trois mois, n'a à l'heure actuelle aucune idée de la somme exacte qu'il lui faudra déboursier en francs au moment de l'échéance.

Pour mettre les échanges inter-européens au moins à l'abri des fluctuations quotidiennes, des monnaies, les pays du Marché commun avaient inventé ce que le jargon désigne par le nom de « serpent monétaire ». Les différentes monnaies européennes ne devaient pas fluctuer entre elles de plus de 2,25 %, en hausse comme en baisse, et les gouvernements des pays concernés intervenaient, quotidiennement au besoin, pour maintenir les taux. Seulement, au fil des ans, la spéculation a eu raison de ce savant échafaudage, et le serpent s'est réduit à une peau de chagrin. L'Angleterre, puis l'Italie,

puis la France l'ont quitté. Et aujourd'hui le jeu du serpent ne concerne plus que l'Allemagne de l'Ouest et les pays qui se situent dans son orbite économique, soit le Bénélux et les pays scandinaves.

Et même dans ce cadre restreint, les Etats concernés n'arrivent pas à maintenir des parités stables entre leurs monnaies. La spéculation a contraint le gouvernement allemand à réévaluer le mark. Cette réévaluation aura peut-être pour effet de freiner pendant un court laps de temps la spéculation à la hausse sur le mark et à la baisse sur les monnaies faibles, ne serait-ce que parce que tous les spéculateurs qui avaient acheté des marks ces dernières semaines vont peut-être vouloir réaliser à présent leurs bénéfices.

Mais, le bénéfice encaissé, la spéculation continuera de plus belle. Depuis quelque cinq ans qu'il a officiellement fait le constat de la gravité de la crise monétaire, le monde capitaliste n'a pas pu l'enrayer. Au contraire, avec des hauts et des bas, elle s'approfondit sans cesse, reflétant et aggravant en même temps la crise de l'économie capitaliste tout court.

La réévaluation du mark est un des innombrables épisodes de cette crise, qui se traduit déjà par le chômage, par la baisse du niveau de vie pour la classe ouvrière dans tous les pays du monde et par une aggravation des conditions de vie de toutes les couches laborieuses. De cette crise qui consacre la faillite du système capitaliste et qui achève l'humanité vers la catastrophe.

René BLIARD.

ITALIE

Les syndicats organisent la la division et la démoralisation

Pas de grève générale, mais des grèves « articulées » par régions : tel est le programme d'« action » auquel ont abouti finalement les trois grandes centrales syndicales italiennes, CGIL, CISL et UIL. Ce programme de grèves « articulées régionalement et interrégionalement » est destiné à s'étendre jusqu'au 20 novembre prochain.

Pour les trois centrales syndicales transalpines, il s'agit de « noyer le poisson », suite à la vague de colère qui a touché une grande part des travailleurs à l'annonce des mesures d'austérité décidées par le gouvernement Andreotti. La grève sauvage des travailleurs de l'Alfa-Romeo d'Arese (région de Milan), le 8 octobre, a été le signal d'une vague de contestation de la politique des organisations syndicales et du PCI dans les usines. Il s'agit donc maintenant de reprendre l'initiative et de programmer grèves et manifestations pour les contenir dans des limites bien précises et pour en atténuer la portée.

Ces limites, ce sont les organisations syndicales qui les mettent elles-mêmes. Au cours des négociations entre les trois centrales, l'éventualité d'une grève générale a été clairement écartée, car elle donnerait à la protestation, ont-elles dit, un caractère anti-gouvernemental que les organisations syndicales ne souhaitent pas !

En fait, la stratégie syndicale est très claire : il s'agit, non de critiquer la politique d'austérité d'Andreotti, mais « d'agir pour obtenir des modifications au plan d'austérité ».

A.F.

« C'est le but qu'elles donnent officiellement aux mouvements de grève qu'elles vont maintenant organiser. Et ces « modifications » ne sont nullement à l'avantage des travailleurs. C'est ainsi que, sous prétexte d'équité dans les sacrifices, les organisations syndicales réclament qu'un impôt extraordinaire frappe pendant deux ans les petits commerçants et artisans. C'est ainsi aussi que Bruno Trentin, secrétaire de la fédération unifiée de la Métallurgie FLM, dans une interview au *Monde*, réclame que l'augmentation des tarifs des chemins de fer soit supérieure à ce qui est prévu par le gouvernement... à condition que les cartes hebdomadaires des ouvriers ne soient pas augmentées.

Les travailleurs italiens n'ont rien à gagner à réclamer que d'autres catégories de travailleurs soient aussi durement imposées qu'eux. Une telle politique ne peut aboutir qu'à dresser les uns contre les autres ouvriers et petits commerçants et artisans. C'est pourtant sur cette voie que les engage, entre autres, la politique des organisations syndicales. Les leaders de celles-ci approuvent, ils l'ont dit, la politique d'austérité. Ils ne veulent pas imposer que ce soit le grand patronat qui paye. Voilà pourquoi ils recherchent sur quelle voie de garage engager l'agitation que le mécontentement ouvrier les contraint d'organiser. Et cette voie, c'est celle de la division des travailleurs, de l'essoufflement de leurs luttes et, finalement, de leur démoralisation.

Blocage des salaires

Parmi les mesures prises par le gouvernement Andreotti, figure en première ligne le blocage des salaires pour deux ans. Plus exactement, les augmentations de salaires prévues dans le cadre de l'indexation des salaires qui existe en Italie seront retenues en quelque sorte sur les salaires supérieurs à 8 millions de lires par an. Et cet argent, ainsi « emprunté » de force aux salariés, sera reversé par l'Etat aux petites et moyennes entreprises sous forme de prêts. Le même blocage a lieu à 50 % pour les salaires com-

pris entre six et huit millions de lires.

Lorsqu'on sait qu'un revenu annuel de six millions de lires correspond, au change actuel, à un salaire mensuel de 3.000 francs, on voit que la mesure touche tous les cadres, un grand nombre d'employés et même d'ouvriers professionnels.

Enfin une mesure supplémentaire est à l'étude : le blocage, suivant les mêmes modalités, des salaires compris entre trois millions et six millions de lires, soit entre 1.500 et 3.000 F par mois !

Le prix de l'humour

Le prix Nobel d'économie vient d'être décerné au professeur Milton Friedman, célèbre par ses travaux sur la monnaie et ses recherches sur l'art et la manière de combattre l'inflation. Il paraîtrait même que ce sont ses théories qui influencent la politique monétaire effective des

Etats-Unis depuis dix ans !

A en juger sur les résultats, le choix de l'Académie Royale de Suède ne manque pas d'humour.

Mais n'avait-elle pas décerné l'an dernier le prix de la Paix à Kissinger ! Il est vrai que ce fut là de l'humour très noir !

RYAD :

Les États arabes officialisent la mise au pas de la Résistance palestinienne



A la conférence de Ryad, Sadate, Assad, et le roi Khaled d'Arabie Saoudite à côté d'Arafat. Les dirigeants arabes en train d'officialiser l'écrasement de la résistance palestinienne. (UPI)

Le cessez-le-feu qui doit intervenir au Liban à partir du jeudi 21 octobre à 6 heures sera-t-il respecté ? Les clauses de l'accord issu de la rencontre au sommet de Ryad entre les principaux chefs d'États arabes seront-elles appliquées, en particulier le retrait des belligérants sur leurs positions du 13 avril 1975, début de la guerre civile ? Rien n'est moins sûr. Mais un fait demeure : au cours de ce sommet, qui réunissait les chefs d'États égyptien, saoudien, koweïtien et syrien, les trois premiers ont enjoint au président syrien Assad de cesser l'offensive de son armée au Liban contre les troupes palestino-progressistes. Ils ne manquaient pas d'arguments puisque, entre autres, le roi Khaled d'Arabie Saoudite est le principal bailleur de fonds du régime syrien. Voilà pourquoi Assad n'a pu que se ranger aux « avis » de ses trois collègues.

Anouar El Sadate, le roi Khaled et le prince Sabah du Koweït seraient-ils devenus subitement des amis de la cause palestino-progressiste ? Nullement, bien sûr. Mais les décisions du « sommet » de Ryad signifient que la guerre civile libanaise va sans doute entrer maintenant dans une nouvelle phase, dans laquelle les États arabes autres que la Syrie vont intervenir plus activement. Pendant des mois, ils ont laissé faire — et même, pour l'Arabie Saoudite, subventionné — l'offensive syrienne contre la gauche libanaise et la Résistance palestinienne. Aujourd'hui le rapport des forces est tel que les dirigeants palestiniens sont prêts à toutes les concessions et que la gauche libanaise, du même coup, peut être pratiquement éliminée de toute négociation. Les dirigeants des pays arabes n'ont pas intérêt à laisser l'offensive syrienne se développer plus

avant. Car une victoire militaire totale de la Syrie signifierait aussi qu'elle serait pratiquement la seule maîtresse du jeu au Liban.

Ayant fait faire à la Syrie le sale travail de répression, les leaders des autres États se posent en arbitres qui vont « imposer » un « règlement politique » : voilà la substance de l'accord de Ryad !

Mais quel sera ce « règlement politique » ? Une « force de la paix » arabe (composée de trente mille hommes dotés d'armement lourd fourni par les pays de la Ligue arabe) sera mise à la disposition du président libanais Sarkis pour imposer le respect du cessez-le-feu, le retrait des Palestiniens dans leurs camps et le retrait des autres belligérants — c'est-à-dire les milices de la droite et celles de la gauche — sur leurs positions du 13 avril 1975. En fait, cette « force de la paix arabe » vise, sur la

base des reculs militaires imposés à la Résistance palestinienne, à rétablir une autorité étatique sur le territoire libanais et à contrôler étroitement les camps et les forces palestiniennes. Les milices de la gauche, ne pouvant plus s'appuyer sur la force militaire palestinienne, n'auront plus alors, pensent les chefs d'États arabes, que le choix de disparaître.

Une grande inconnue reste en fait : l'attitude de la droite chrétienne. Si la « force de la paix arabe » peut très bien obliger par la force les Palestiniens et la gauche à abandonner leurs positions militaires, on la voit mal en faire autant vis-à-vis des milices de la droite.

Ce serait s'aliéner les principaux dirigeants politiques de la bourgeoisie libanaise, ceux-là même que les chefs d'États arabes voudraient remettre en place, de façon stable, à la tête de l'État

libanais. C'est pourquoi la droite chrétienne est en mesure d'imposer ses exigences sur le plan politique. Et elle le sait. Elle peut refuser d'abandonner ses positions militaires. L'obstination de certains de ses leaders, peut même entraîner, comme elle l'a fait plusieurs fois dans le passé, une reprise de la guerre civile. Et, même si la guerre civile ne reprend pas, cela dit bien quel type de « règlement politique » les dirigeants arabes chercheront à mettre en place au Liban : un régime politique dominé par la droite chrétienne, comme avant la guerre civile. Mais avec cette différence de taille : ceux qui menaçaient la stabilité du régime, c'est-à-dire la gauche libanaise et, à leur corps défendant, les organisations palestiniennes, auront été politiquement et militairement brisés.

André FRYS.

Il y a 20 ans

Le 23 octobre 1956 l'insurrection hongroise

En octobre 1956, la plupart des pays d'Europe orientale sous domination soviétique sont en effervescence. La Pologne et la Hongrie particulièrement, où depuis des mois le mécontentement accumulé par toutes les couches de la population s'exprimait de plus en plus ouvertement.

En juin 1956, à Poznan en Pologne, une première révolte ouvrière avait ébranlé le régime. En octobre, un puissant mouvement populaire avait contraint la bureaucratie soviétique à accepter à la tête de la Pologne Gomulka, un des dirigeants écartés du pouvoir depuis des années, réputé à l'époque partisan d'une certaine libéralisation et d'une plus grande indépendance vis-à-vis de Moscou, et pour cela extrêmement populaire.

Dans tous les pays d'Europe orientale, ce changement de direction était interprété comme une victoire des masses polonaises. Et, en Hongrie, il précipita les événements.

C'est en effet en soutien à « l'Octobre polonais » que les dirigeants des cercles étudiants, pôles d'attraction de l'opposition au régime, avaient convoqué une manifestation le 23 octobre.

C'est par centaines de milliers que les habitants de Budapest se retrouvèrent dans la rue. Ouvriers, employés, étudiants, ménagères au coude à coude ont pris conscience de leur force. Et la manifestation se dirige vers ce qui constitue pour tous le symbole de la dictature et de l'oppression nationale : la statue de Staline, qui est abattue sous les acclamations des manifestants. Une autre partie du cortège s'est dirigée vers l'immeuble de la Radio pour faire lire sur les

ondes un texte de revendications, les « 16 points », que les étudiants avaient rédigé la veille.

Mais, contrairement à ce qui venait de se passer en Pologne, le régime hongrois avait décidé de ne faire aucune concession. L'AVH, la police politique honnie de tous, qui garde l'immeuble, tire à coups de mitrailleuse sur la foule. C'est l'insurrection.

Aussitôt les dirigeants hongrois font appel à leur principal pilier et seul recours, l'armée russe : il faudra 2.000 chars et 200.000 hommes pour écraser l'insurrection. Car c'est la grande masse de la population qui s'est dressée, en ce mois d'octobre 1956, contre la dictature. Toutes les couches de la population ont un lourd contentieux avec le régime. Les paysans en ont assez de la collectivisation forcée. Les ouvriers ne supportent plus les conditions infernales que leur fait ce régime qui dit être le leur. Les normes de production sont toujours plus élevées, les salaires réels toujours plus bas. La classe ouvrière, dès le début, fournira les gros bataillons de l'insurrection.

Les intellectuels, et notamment les étudiants, sont à la pointe du combat contre le régime depuis des mois. Eux aussi en ont assez ; assez de mentir sur commande, de « dire noir pour blanc et blanc pour noir », assez de n'apprendre que les vérités officielles du régime.

L'insurrection hongroise était incontestablement une insurrection populaire contre la dictature et contre l'oppression de la bureaucratie. Mais, par bien des aspects, elle a été aussi quelque chose de plus. Car au cours de l'insurrection et au

cours de la grève générale qui l'a accompagnée, la classe ouvrière a commencé à s'organiser de façon indépendante. Des comités insurrectionnels se sont formés, des conseils ouvriers ont surgi dans les entreprises. Les travailleurs ont mis sur pied des milices armées. Sur le plan politique, l'insurrection du 23 octobre s'est traduite dans un premier temps par le remplacement des dirigeants honnis par des hommes qui, comme Imre Nagy en tête, se contentaient de canaliser le mouvement populaire dans le sens de l'indépendance de l'État hongrois par rapport à la bureaucratie soviétique.

La classe ouvrière n'avait pas de direction, n'avait pas de parti fixant clairement comme objectif l'instauration d'une république des conseils ouvriers sur les ruines du régime effondré. Mais elle a commencé, spontanément, à renouer avec la tradition de la Révolution russe de 1917 et de la Révolution soviétique hongroise de 1919, en mettant sur pied ses propres organisations de classe.

L'armée russe n'allait pas laisser à la classe ouvrière le temps de parcourir le chemin qui la séparait encore de la conscience claire de ses intérêts, de la prise du pouvoir. Les chars russes allaient parvenir, lors de leur deuxième intervention, à écraser la jeune révolution hongroise.

Jacques LENOIR.

N.B. — Une partie de notre prochain dossier sera consacrée à l'intervention de l'armée de l'URSS contre l'insurrection hongroise de 1956.



Arrestations à Madrid

Le quotidien **Rouge** relate dans son édition du mercredi 20 octobre comment, à la suite d'un meeting public pour l'amnistie à l'université de Madrid, des militants espagnols de gauche et d'extrême-gauche ont été arrêtés par la police franquiste, et comment Alain Krivine et deux de ses camarades ont été interpellés et expulsés.

Nous nous associons pleinement aux protestations de **Rouge** et exigeons avec lui la libération des militants arrêtés.

« Notre camarade Alain Krivine a été arrêté hier à Madrid. Il avait participé lundi matin à un meeting public pour l'amnistie à l'université de Madrid, à l'invitation des mouvements étudiants.

Lucio Lobato, militant du Parti Communiste, qui a passé 25 ans de sa vie dans les prisons franquistes, y avait également pris la parole, ainsi que Felipe Izaguirre (militant de la LCR-ETA VI, récemment libéré après une peine de sept ans), Jaime Pastor, au nom de la LCR-ETA VI, et des avocats et parents de prisonniers (dont la mère de notre camarade Inaki Biar détenu à Caceres).

Il semble que les arrestations aient eu lieu dans la nuit qui a suivi le meeting.

Lucio Lobato, Jaime Pastor, Alain Krivine étaient interpellés à Madrid, de même que notre correspondant en Espagne Michel Rovere et notre camarade Lucia Gonzalez. De leur côté, Felipe Izaguirre et son avocat, Miguel Castels, qui avaient repris le train après la réunion, étaient arrêtés dès leur arrivée en gare de Saint-Sébastien.

Ces détentions interviennent au moment où la monarchie franquiste de Juan Carlos interdit la tenue du congrès du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, prévu pour début novembre.

Nous exigeons la libération immédiate de tous les camarades arrêtés, ainsi que l'amnistie totale pour les prisonniers politiques. »

Un nouvel hebdomadaire d'extrême-gauche : « L'Outil-Révolution »

C'est le samedi 23 octobre que doit paraître le nouvel hebdomadaire **L'Outil-Révolution**, né de la fusion de **L'Outil des travailleurs** et de **Révolution** ! qui sont parus cette semaine pour la dernière fois. Cet hebdomadaire commun doit contribuer à préparer la fusion, le 4 décembre prochain, des deux organisations : l'Organisation Communiste Révolution (OCR) et l'Organisation Communiste Gauche Ouvrière et Populaire (OC-GOP).

C'est en juin dernier que les congrès respectifs des deux organisations ont décidé d'entamer un processus de fusion qui devait se conclure avant la fin 1976. Bien que d'origine différentes, ces organisations ont certes des points communs. L'OCR, rejetant le trotskysme pour se rapprocher du maoïsme, s'est séparée de la Ligue Communiste au moment où celle-ci s'est rattachée officiellement au Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale. L'OC-GOP, quant à elle, provient de la fusion de deux groupes maoïstes issus du PSU : le Parti d'Unité Populaire (PDUP) et Pour le Communisme (PLC).

L'objectif de ces camarades est d'œuvrer à la construction « d'un véritable parti révolutionnaire, implanté dans les masses, créé dans le feu de la lutte et fondé sur le marxisme, le léninisme et les acquis de la révolution chinoise ».

Le nouvel hebdomadaire est destiné, entre autres, comme l'indique le communiqué commun de **Révolution** ! et de l'OC-GOP, à « vérifier la réalité des accords politiques et idéologiques ».

lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt

SPARK

Les Musulmans Noirs et l'économie séparée

Dans son numéro du 11 au 25 octobre, **Spark** fait le point sur les difficultés du mouvement des Musulmans Noirs à construire une économie noire séparée.

« La « Nation de l'Islam » (les Musulmans Noirs) vient d'annoncer qu'elle vendait toutes ses entreprises. Elle a donné deux raisons à cela. La première était que les Musulmans Noirs devaient au gouvernement plusieurs millions de dollars d'arriéré d'impôts. La seconde était que les affaires avaient toujours mal marché, qu'elles n'étaient pas rentables et étaient mal gérées.

Mais le problème n'est pas la mauvaise gestion des affaires. Le problème est que le capitalisme dans ce pays en est arrivé à un point où il n'est plus possible aux petites entreprises de se développer. (...)

Avec la crise, les Musulmans Noirs se sont trouvés dans l'impossibilité de faire marcher leurs affaires. Mais ces affaires ne sont qu'un aspect du mouvement. Il y a aussi son côté militant. (...)

Les Musulmans ont été capables de recruter et de développer un cadre pour les gens les plus opprimés — les Noirs des usines, des rues, des prisons. La



Elijah Muhammad, qui fut le fondateur du mouvement des Musulmans Noirs.

« Nation » a été capable de transformer leur vie.

Mais, tout en faisant cela, ils ont essayé aussi de convaincre les Noirs que la solution à leurs problèmes se trouverait dans la mise sur pied de petites entreprises. C'est en créant ces entreprises qu'on devait s'acheminer vers une économie noire séparée dans ce pays, base éventuelle d'une nation noire séparée.

Mais cette solution ne peut répondre aux besoins des Noirs. (...)

Et même, dans cette société, la tentative de mettre sur pied une économie sé-

parée a amené la « Nation de l'Islam » à entrer en contradiction avec ses propres tentatives d'organiser l'autodéfense des Noirs. La « Nation » a souvent essayé de protéger ses affaires en entretenant des relations avec les capitalistes et leur gouvernement — y compris avec les flics. (...)

Maintenant la « Nation de l'Islam » est forcée de reconnaître qu'il n'est pas possible de transformer des petites affaires en une économie noire séparée. C'est impossible à cause du capitalisme lui-même. »

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Les petits paysans face à la sécheresse

Le Quotidien du peuple du 15 octobre publie une interview d'un petit paysan de la Manche, un département dont le lait représente la moitié de la production agricole, et qui a été durement touché par la sécheresse :

« Peux-tu faire le point sur la situation des petits paysans aujourd'hui, après la sécheresse ? Le gouvernement a dit en effet que le revenu paysan ne baisserait pas. Qu'en penses-tu ?

— C'est faux ! Au moins pour le petit paysan : la baisse de production du lait est de 20 %. Mais en fait elle est beaucoup plus grande. En effet il a fallu mettre les mêmes engrais dans les terres. Il y a eu plus de travail (transport du fourrage...). Le fermage que l'on a payé à la Saint-Michel est calculé dans la Manche sur le prix du beurre, du lait et de la viande. Ceux-ci ont augmenté la propriété a donc touché plus, ce qui revient à rétribuer plus cher la propriété que le travail. Enfin, pour que les vaches produisent à 80 %, il a fallu acheter de la nourriture à l'extérieur, vendue bien plus cher

que l'an passé à cause de la spéculation. Le maïs par exemple a augmenté d'un tiers. Tout cela fait que le lait coûte aujourd'hui au petit paysan plus cher qu'il n'est vendu, d'une part à cause de la perte de production et d'autre part à cause des coûts élevés de la production.

— Il y en a qui ont bénéficié de la sécheresse ? Lesquels à ton avis ?

— Moi, je vois quatre catégories à la campagne par rapport à la sécheresse.

Les plus touchés sont les petits paysans qui ont moins de quinze hectares et sont les plus nombreux. Pour eux, c'est la survie ou la ruine.

Il y a les paysans moyens qui, ayant souvent les trois quarts de leur matériel endetté au Crédit Agricole, vont avoir une perte importante et vont voir leurs revenus baisser, et auront donc de grosses difficultés à s'en sortir.

Il y a les gros paysans, ceux qui ont de quarante à trois cents hectares, qui ne sont pas touchés, car ils ont une trésorerie, de l'argent d'avance. Ils vont même pouvoir spéculer sur le fourrage, les

prêts...

Enfin, il y a les bénéficiaires de la sécheresse, ceux qui en profitent. Ce sont les grands céréaliers qui, non touchés par la sécheresse, ont de plus vendu leur paille (que d'habitude ils brûlent) et des fourrages, dont on constate une hausse importante de la demande. Les prix augmentent et ils font de gros bénéfices. Ce sont également les marchands de bœufs qui, à leur prix, achètent les bêtes que les petits paysans ne peuvent plus nourrir et qui n'ont pas d'argent d'avance pour les fourrages, qui parfois ont doublé. Ils vont faire des millions en revendant double prix les bêtes maigres achetées en solde. Bien sûr, il y a aussi les propriétaires qui vont augmenter leur fermage. Mais ce n'est pas tout. Avec la hausse du prix du maïs, certains ont trouvé plus intéressant de louer leurs terres à des entrepreneurs du maïs et de le revendre ensuite aux marchands de bœufs. Ce qui va accroître l'insécurité de la terre pour les fermiers et la hausse des fermages pour ceux qui restent. »

lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt



La Soufrière et la politique gouvernementale

Dans son numéro 67 du mercredi 19 octobre 1976 Combat Ouvrier consacre plusieurs articles au problème de la Soufrière. Le premier de ces articles s'attaque à « l'incohérence de la politique gouvernementale » :

« La tendance au retour dans la zone dangereuse s'accroît. Dans un premier temps, ce fut la population de Vieux-Habitants et de la partie nord de Capesterre que la préfecture autorisa à vivre chez elle, de jour comme de nuit. Ensuite ce fut le tour de ceux de Capesterre et Trois-Rivières, mais pour la journée seulement. Le 18 octobre, tous les établissements scolaires de Capesterre seront ouverts, ce qui devrait rétablir une vie quasi « régulière » dans cette région. Quant aux autres communes (Basse-Terre particulièrement), dans lesquelles l'interdiction de retour est toujours officiellement maintenue, elles voient arriver, de jour en jour, toujours plus de personnes, encouragées par la bienveillante et hypocrite tolérance de la préfecture. Certains grands magasins, comme le prisunic Desmarais, ont déjà réouvert leurs portes à Basse-Terre.

Alors, on peut se permettre de se poser certaines questions. En effet, de l'avis des scientifiques (ceux-là même qui avaient jugé en août dernier la situation suffisamment grave pour nécessiter l'évacuation de 72 000 personnes), l'état du volcan, en dépit de l'accalmie relative, ne s'est pas amélioré. Et même, elle continue à évoluer, certes lentement, mais en s'aggravant. Or, à la volonté des réfugiés de regagner leur domicile, l'administration répond par une fuite en avant. « Vous pouvez y aller », dit-elle, mais en prenant la précaution d'ajouter : « à vos risques et périls ». Elle espère ainsi fuir ses responsabilités. Car, si vraiment il n'y a pas de danger immédiat, pourquoi ne pas admettre franchement ses erreurs du début ? Pourquoi ne pas organiser la vie dans certaines régions, en prenant bien sûr toutes les mesures de sécurité nécessaires ? Mais non, l'administration préfère se dédouaner par des formules hypocrites, telle « la responsabilité partagée ».

Dans un article intitulé « Organisons notre sécurité », Combat Ouvrier deman-

de des comptes à l'administration coloniale :

« Quels moyens de transports sont prévus en cas d'évacuation immédiate ? Les points de repli sont-ils prévus ? Quelles dispositions sérieuses ont été prises en cas d'alerte pendant les heures de classe ? Y a-t-il une organisation par quartiers, par hameaux ? Où les sirènes vont-elles être placées ? Sont-elles en nombre suffisant ? Est-il prévu des exercices d'alerte pour toute la population ? Dans quelles conditions doivent-elles se dérouler ? Est-il prévu une éducation de la population sur les questions volcaniques ?

Voilà autant de questions actuellement en suspens, et la liste pourrait s'allonger. En cas de danger, actuellement, c'est à une effroyable pagaille que l'on risque d'assister.

Cependant, si l'administration coloniale qui, comme son gouvernement, a la manie du secret ou de la conspiration, ne dévoile pas son plan, à la population de lui en imposer un, en s'organisant elle-même ».

Libération

Cela fait maintenant quatre mois que dure la révolte à Soweto, la cité-dortoir près de Johannesburg où sont parqués un million d'Africains. La révolte a commencé par les étudiants, avant de gagner les travailleurs.

Libération publie dans son numéro du 20 octobre l'interview d'un de ceux qui furent au cœur du mouvement étudiant et qui est aujourd'hui réfugié en Grande-Bretagne. Il relate en particulier les conditions de déclenchement de la révolte.

Tsietshi Nashinini parle :

« Dernièrement les départements de l'administration et de l'éducation bantoue ont décidé que les étudiants noirs devaient dorénavant apprendre à « vivre » avec deux langues : l'anglais et l'afrikaans, une langue inventée par le Blanc et moyen privilégié pour « apprivoiser » l'étudiant noir, c'est-à-dire le soumettre. Cette mesure nous a conduit à déclencher des grèves, en particulier dans les écoles secondaires, où l'on s'était empressé de mettre en pratique ces nouvelles normes. Ces grèves ont duré plusieurs semaines, de fin mai à début juin dernier. Puis nous avons décidé de faire quelque chose de plus concret et efficace pour dénoncer l'imposition de l'afrikaans.

Ainsi, après avoir contacté plusieurs écoles secondaires, moi-même et d'autres camarades nous avons décidé de manifester pacifiquement le 16 juin, au cours d'une journée consacrée à la révolte contre l'afrikaans : « Nous ne sommes pas des Boers », avions-nous écrit sur nos pancartes. Nous nous étions entendus pour nous rencontrer dans une école afin d'y tenir un meeting, à l'issue duquel nous devions publier un memorandum destiné aux autorités pour leur signifier notre rejet total de l'afrikaans et notre intention de ne pas reprendre les cours jusqu'à l'abrogation complète de cette loi.

Après avoir parcouru les rues de Soweto durant la matinée, nous sommes allés au rendez-vous prévu. La police y était déjà. Alors nous avons essayé de parlementer avec elle, mais en guise de réponse nous avons eu droit aux grenades lacrymogènes. C'est au moment où nous avons pris la fuite que la police a ouvert le feu, indistinctement, sur tous ceux qui se trouvaient là. Beaucoup d'entre nous ont été tués. Le bilan ? Officiellement, 177 personnes ont été tuées les

trois premiers jours de révolte, mais en réalité nous savons que 353 personnes ont été abattues à Soweto et dans les environs. En outre un millier d'entre nous ont été incarcérés, tandis que d'autres ont « disparu »...

Les forces de l'ordre ne s'attendaient pas à cette révolte : elles étaient visiblement surprises par cette première grande manifestation estudiantine que l'Afrique du Sud ait jamais connue. Nous avons toutefois compris très vite que la police et le régime nous avaient déclaré la guerre ouverte et qu'ils ne reculeraient devant rien. Pourtant nous aussi nous avons été très choqués par la tuerie du premier jour. Mais cela s'est vite transformé en rage, une rage profonde qui a vite gagné toute la population africaine de Soweto. A partir de ce moment, tout ce qui symbolise le Blanc et sa répression a été détruit : locaux de la municipalité, bibliothèques, etc.

Face à cette attitude du régime, après les trois premiers jours de révolte, nous avons décidé de continuer à manifester non seulement contre l'imposition de l'afrikaans, mais également pour obtenir la libération des camarades emprisonnés.

— Et la réaction des ouvriers de Soweto ?

— Après les événements du 16 juin, les ouvriers n'étaient pas tellement satisfaits du comportement des étudiants. Ils nous reprochaient de ne pas les avoir consultés avant de déclencher les manifestations, des manifestations qu'ils auraient voulu rejoindre dès le début. Mais avant le deuxième et le troisième jour de grève nous avons parlé avec eux. Ainsi, lorsque les étudiants ont demandé aux ouvriers de ne pas aller au travail, ils ont eu une réponse positive : 80 à 90 % de ouvriers sont restés chez eux, parfois même la totalité.

— Est-ce que les ouvriers sont aussi politiquement organisés ?

— Oui, il y a les syndicats et d'autres organisations ouvrières « tolérées », dont l'objectif est, naturellement, la libération totale de l'homme noir sud-africain.

— Que penses-tu de l'ampleur qu'a connue votre mouvement dans les autres cités-dortoirs sud-africains ?

— Autant que je sache, il n'y a pas eu une véritable concertation avant le déclenchement des grèves et des mani-

festations. C'est normal : en Afrique du Sud, ce qui touche une fraction de la communauté touche la communauté entière. Nous n'avons pas besoin d'organiser notre réponse au régime : les Noirs sont bien conscients de leur lutte et savent ce qu'elle signifie pour eux-mêmes et pour les Blancs.

— Au mois d'août dernier, la presse occidentale a parlé de rivalité entre Zoulous et étudiants en révolte. Que s'est-il passé au juste ?

— La police a monté les Zoulous contre nous, en leur disant que nous allions boucler leur quartier et beaucoup d'autres mensonges. Ensuite, elle leur a donné des armes pour tirer sur les étudiants. Après avoir appris cela, nous avons contacté les Zoulous une première fois, en vain. Les Zoulous ont bien suivi les consignes de la police de tirer sur les étudiants. Ensuite, la communauté noire a riposté très fort, en attaquant les Zoulous chez eux. Ces derniers ont compris seulement alors la raison profonde de notre lutte et nous ont rejoints par la suite. Finalement, cela aura été la énième tentative du système de nous diviser, en créant la confusion et un climat de soupçon. Mais cela n'a pas vraiment marché cette fois-ci.

LUTTE DE CLASSE

Au sommaire du numéro 39 :

- Révolte des opprimés et grandes manœuvres de l'impérialisme en Afrique australe.
- France : Giscard d'Estaing aux prises avec sa majorité.
- France : Les révolutionnaires doivent-ils réclamer un gouvernement PC-PS ?
- Les révolutionnaires et le monopole syndical aux élections de délégués du personnel.

Pour se le procurer, s'adresser à nos militants ou demander à Lutte Ouvrière - 5.F.

Afrique du Sud

Entretien avec le leader des étudiants de Soweto

dossier

LES ELECTIONS AMERICAINES

Bonnet blanc et blanc bonnet

Rarement l'expression « bonnet blanc et blanc bonnet » (les Américains diraient « tweedledum et tweedledee ») prend autant de sens qu'à l'occasion du choix qui est proposé le 2 novembre prochain aux électeurs américains.

Des candidats des deux grands partis qui s'affrontent, non seulement pour le poste de président mais aussi pour des dizaines de milliers d'autres postes de gouverneurs, sénateurs, députés, maires, chefs de la police, des écoles, de la justice, etc., il est absolument impossible de dire qu'il y a entre eux la moindre différence qui puisse compter.

Et, comme pour souligner cela, les personnalités des deux candidats au poste suprême, sans brillant ni éclat, ne permettent même pas aux commentateurs habituels de broder sur les oppositions de caractères à défaut de différences politiques. Après Nixon et Watergate, il fallait trouver un président qui rassure l'opinion publique américaine. Plus il serait terne et moins il inquiéterait.

Moins aussi il intéresserait. Et

malgré des efforts pour donner quelque éclat à la campagne électorale et aux « grands débats » opposant les deux hommes, les sondages maintiennent toujours leurs fâcheuses prédictions : moins de la moitié des électeurs inscrits (et aux Etats-Unis des millions d'électeurs possibles ne prennent même pas la peine d'aller s'inscrire) seraient décidés à se déranger au début du mois prochain pour appuyer sur les boutons des machines à voter.

Si la politique du plus riche pays du monde et du plus puissant impérialisme qui domine ce monde, si donc le sort du monde était en jeu, on pourrait estimer que c'est là chose dramatique.

Les Américains qui ne se font pas inscrire sur les listes électorales, ceux qui n'iront pas voter, le font sans doute parce qu'ils sont simplement écœurés de la politique et des politiciens, ou parce qu'ils ne se sentent pas concernés.

Mais, confusément ou même inconsciemment, leur inertie reflète une réalité. Les élections du 2 novembre ne sont que de la poudre

aux yeux. Elles n'ont aucune espèce d'importance pour la politique que suivra dans les prochaines années l'Etat américain.

Toute l'histoire nous montre qu'il n'y a plus aucune différence entre Républicains et Démocrates une fois qu'ils sont dans la place, si tant est qu'on puisse en voir une auparavant.

Carter ou Ford mèneront l'un ou l'autre la même politique, celle qui est définie et sera définie par les véritables maîtres de l'Etat américain, les généraux du Pentagone, les chefs de la CIA et du FBI, les chefs de la diplomatie, en liaison étroite avec les dirigeants des grands trusts internationaux dont ils ne sont finalement que les serviteurs. Et tous ceux-là, il n'est pas question de les élire le 2 novembre. Pour les renverser, il faudra bien autre chose que des bulletins de vote, bien autre chose aussi, il est vrai, qu'une simple abstention devant la mascarade électorale. Il faudra la force organisée, et consciente cette fois, des travailleurs américains.

Une élection à deux degrés

Les « Pères fondateurs » de la Constitution, qui date de 1787, tous grands bourgeois — dont un certain nombre étaient monarchistes — étaient opposés à ce que le suffrage universel direct désigne le président.

Aussi, décidèrent-ils une élection à deux degrés. Tout d'abord, le suffrage universel désigne le 2 novembre, dans chaque Etat, un certain nombre de Grands électeurs. Puis ces Grands électeurs, le 13 décembre, désignent le président. Dans chaque Etat le nombre des Grands électeurs est égal au nombre total de sénateurs et représentants de cet Etat au Congrès. Actuellement, le nombre des Grands électeurs est de 538. Ils n'ont pas de mandat impératif et peuvent voter pour un autre candidat que celui dont ils étaient les supporters lors de l'élection du 2 novembre. Cela arrive. C'est rare.

Chaque Etat organise les élections selon les lois propres à l'Etat. En général, le nombre total des mandats est attribué au parti qui obtient la majorité. Par exemple, en 1968, dans l'Etat de New York, où Nixon obtint 2.980.420 voix et Humphrey, 3.356.999 voix, les 43 mandats allèrent aux Grands électeurs d'Humphrey.

Il se pourrait donc — en particulier en cas de résultats très serrés — que le candidat qui a obtenu la majorité des votes n'ait pas la majorité des Grands électeurs. Enfin, au cas où les Grands

électeurs ne pourraient dégager une majorité absolue en faveur d'un candidat, il est prévu que c'est la Chambre des représentants et le Sénat qui désigneraient le président et le vice-président.

Le rôle du président

Le président, élu à la fin de l'année, entre en fonctions le 20 janvier de l'année suivante, pour quatre ans. Il est le chef du gouvernement fédéral, nomme les ministres, qui ne sont responsables que devant lui. Il est le principal responsable de la diplomatie et de la défense de l'Union.

Il négocie les traités, mais il doit les faire ratifier par le Sénat à la majorité des deux tiers. Il nomme les diplomates, à condition d'être approuvé par la majorité simple du Sénat. En temps de guerre comme en temps de paix, il est le commandant en chef des armées. Mais c'est le Sénat qui déclare la guerre, vote le budget militaire et confirme la nomination des principaux responsables des armées.

Chargé de l'application des lois, il peut refuser de signer un projet adopté par le Congrès en opposant son veto : il faudra alors au Congrès une majorité des deux tiers pour passer outre au veto présidentiel.

(Quant au vice-président son rôle es-

sentiel est... de prendre la place du président au cas où celui-ci, pour une raison ou une autre, disparaît.)

...et celui du Congrès

Le Congrès se compose de deux chambres. Le Sénat est l'expression des Etats. Chacun d'eux, quelle que soit sa population, a droit à deux sénateurs. Mais ni le district de Columbia, où se trouve la capitale fédérale, Washington, ni les territoires d'outre-mer (Porto-Rico, les îles de l'Océan Pacifique) ne sont représentés. Il y a donc 100 sénateurs, élus directement par la population pour six ans et renouvelables par tiers tous les deux ans.

La Chambre des représentants représente le peuple de la Fédération. Un Etat, si petit soit-il, dispose d'au moins un représentant. La moyenne, aujourd'hui, est d'un représentant pour 300 mille électeurs. Le Nevada ou l'Alaska n'ont qu'un seul représentant ; l'Etat de New York 39 ; la Californie 43, etc. Il y a 435 représentants au total. Ils sont élus tous les deux ans.

Les deux Chambres votent des lois, mais les propositions en matière financière doivent obligatoirement provenir de la Chambre des représentants. Le Congrès peut voter la destitution du président, des juges fédéraux ou de tout membre de l'exécutif. Il décide de l'invalidation ou de l'expulsion de ses membres (un représentant pacifiste se vit interdire de siéger, en 1919).

Deux siècles pour parvenir au suffrage universel

Les Etats-Unis passent pour être la terre classique de la démocratie. Et pourtant, quelque chose d'aussi peu révolutionnaire et menaçant pour la société bourgeoise que le suffrage universel ne fut acquis qu'au bout de deux siècles.

Au moment de l'indépendance, en 1776, les anciennes colonies ont gardé leurs assemblées, élues par un mode de suffrage lié à la propriété et aux revenus. C'est seulement sous la pression des mouvements populaires que la Convention de Philadelphie a accordé, dix ans après la déclaration d'indépendance, le suffrage universel pour les adultes mâles et blancs. Il n'entra réellement en pratique dans tous les Etats qu'en 1828.

Des restrictions légales écartaient les Noirs des urnes, même ceux qui étaient libres, dans les Etats du Nord, jusqu'en 1870. Dans le Sud après cette date, les Blancs ont institué des dispositions qui tournaient la Constitution. Par exemple, la « clause du grand-père », qui n'a été invalidée qu'en 1915 par la Cour suprême, écartait du vote ceux dont le grand-père ne votait pas, donc tous les fils et petits-fils d'esclaves. Dix-neuf Etats imposaient, jusqu'en 1957, des tests de lecture et d'écriture complètement arbitraires... au cours desquels des professeurs d'université noirs étaient recalés par des examinateurs blancs analphabètes.

Ce n'est qu'en 1920 que fut donné le droit de vote aux femmes, en 1964 que les restrictions pour motifs raciaux sont interdites, ce qui donne le droit de vote à un certain nombre de Noirs de vagabonds, d'insolvables... et aux Indiens. Enfin, c'est en 1971 que l'âge électoral est abaissé à 18 ans.

NOTRE PROCHAIN DOSSIER

Il y a vingt ans :

— L'insurrection hongroise.

— Le débarquement franco-anglais à Suez.

dossier

LES ELECTIONS AMERICAINES

le système

LE BIPARTISME

La difficulté de se présenter pour les partis tiers

Les candidats des deux grands partis sont automatiquement inscrits et présentés aux électeurs. Il n'en est pas de même pour les autres candidats, indépendants ou appartenant à d'autres partis.

Chaque Etat a ses règles particulières. Mais en général, pour recevoir officiellement une candidature, il est demandé qu'elle soit patronnée par un certain nombre de signatures d'électeurs de la circonscription. Cela explique que la plupart des petits partis ne parviennent à présenter une candidature à la présidence que dans un nombre réduit d'Etats.

Beaucoup d'Américains, en particulier des classes populaires, négligent de se faire inscrire sur les listes électorales, les pétitions ainsi recueillies donnent lieu à d'innombrables disputes juridiques. Les comités chargés dans chaque Etat de vérifier la validité des signatures font preuve de la plus mauvaise des volontés envers les outsiders. Ainsi par exemple le Parti Communiste, qui avait recueilli près de 150.000 signatures en Californie, se vit d'abord refuser ses candidats sous prétexte qu'il n'y avait pas plus de 88.000 de ces signatures valables. Il fallut une action en justice et un recomptage pour faire admettre que 100.000 au moins (chiffre requis) étaient bien valables.

Certains Etats, trouvant sans doute que ces signatures ne constituaient pas un obstacle suffisant, en ont mis d'autres. Ainsi le Michigan a institué des pré-élections spéciales en août pour les petits partis. Ceux-ci doivent obtenir 5.000 voix dans ces pré-élections pour pouvoir se présenter aux élections de novembre. Cette loi a été déclarée sans effet cette année, parce qu'elle avait trop évidemment été votée au dernier moment pour faire obstacle à certains candidats. Mais dans quatre ans ?

Dans certains Etats encore, les candidats des partis tiers ne peuvent pas se présenter sous le sigle de leur parti.

Le monopole des deux grands partis bourgeois n'est pas seulement une question de fait. Il est maintenant inscrit dans les lois.

Depuis plus de cent ans maintenant, fonctionne pratiquement sans heurt et sans à-coups le système du bipartisme aux Etats-Unis. Depuis 1852, tous les présidents qui se sont succédé ont été élus sous l'étiquette démocrate ou républicaine sans exception aucune.

Les tentatives des politiciens bourgeois pour créer un autre parti ont été nombreuses, que ce soit sur la gauche ou sur la droite des deux partis. Quelques-unes ont remporté des succès initiaux, obtenant à l'occasion de telle ou telle élection présidentielle un nombre de voix important. Ce fut le cas du Parti Populiste dans les années 1890, du Parti Progressiste (créé en 1912 par l'ancien président républicain Théodore Roosevelt, puis dirigé après la Première Guerre mondiale par le sénateur Robert La Follette, qui obtint près de 5 millions de voix en 1924.), d'un autre Parti Progressiste (créé en 1948 par l'ancien vice-président de F.D. Roosevelt, Henry Wallace), enfin du Parti Américain Indépendant d'extrême-droite de George Wallace, qui recueillit près de 10 millions de suffrages en 1968.

Toutes ces tentatives ont finalement abouti à l'échec et le troisième parti s'est toujours effondré rapidement, ses leaders disparaissant ou réintégrant l'un ou l'autre des deux grands partis. Ces échecs s'expliquent par le système électoral qui défavorise systématiquement les partis minoritaires, à tous les échelons de la vie politique, et par l'existence de deux énormes machines politiques, républicaine et démocrate, bien en place, parfaitement rodées, qui sont quasi impossibles à con-

currencer sur le terrain électoral, tant cela réclamerait d'hommes et d'argent.

Ils s'expliquent surtout par le fait que le système du bipartisme à l'américaine convient parfaitement à la bourgeoisie. Il est suffisamment souple pour permettre une large façade démocratique. La nature de ces deux partis, sans idéologie ni principes, même pour la galerie, leur permet de s'adapter remarquablement aux circonstances, soit historiques soit locales. Chacun d'eux compte au même moment dans ses rangs un éventail de politiciens qui va de l'extrême-droite raciste aux libéraux du meilleur teint. Et il est courant à la Chambre des représentants ou au Sénat de voir les votes se partager non pas entre les deux partis mais entre les deux ailes de chacun d'eux, les réactionnaires démocrates et républicains votant ensemble contre les libéraux démocrates et républicains.

Mais par contre, sans se soucier ni de leur programme ni de leur image auprès des électeurs, l'un et l'autre de ces deux partis, lorsqu'ils sont au pouvoir, mènent toujours la politique du moment qui convient à la bourgeoisie et à l'impérialisme américain. On comprend que ce système soit considéré comme idéal par les autres bourgeoisies des pays industriels.

Mais pour qu'il se réalise, ou du moins qu'il se réalise aussi parfaitement qu'aux Etats-Unis, il a fallu encore autre chose : que la classe ouvrière américaine, malgré plusieurs tentatives, ne parvienne jamais à se donner un parti politique de quelque importance, qui vienne troubler le jeu de la démocratie bourgeoise.

Les Républicains

Le Parti Républicain est né en 1854, du regroupement de ceux qui s'opposaient à une politique favorable aux propriétaires fonciers esclavagistes du Sud. Il se faisait le défenseur des fermiers libres qui portaient défricher l'Ouest et des industriels du Nord.

En 1860 son candidat, Lincoln, est élu président de la République à la faveur des divisions entre Démocrates du Nord et du Sud. La guerre de Sécession, qui se termine par la victoire du Nord sur le Sud, en fait le premier parti du pays, prédominance qu'il conserva jusqu'en 1930, le Parti Démocrate ne parvenant pendant toute cette période qu'occasionnellement à la présidence.

Mais la crise de 1929, qui survient sous le mandat du républicain Hoover, va balayer l'administration républicaine pour de nombreuses années, même si les républicains Eisenhower (en 1952 et 1956) et Nixon (en 1968 et 1972) ont pu, à la faveur d'événements particuliers (guerre de Corée pour le premier, du Vietnam pour le second) revenir au pouvoir.

Le Parti Républicain passe pour le parti des riches et des capitalistes. Ses liens depuis cent ans avec les industriels (longtemps dans le Nord, maintenant dans tout le pays) sont traditionnels. Aussi, s'il est bien difficile de

faire une différence entre Républicains et Démocrates sur le plan politique, il en existe une du point de vue de l'électorat des uns et des autres. Si l'on fait la moyenne des six dernières élections présidentielles (1952 à 1972), les Républicains auraient recueilli 54 % des suffrages chez les Blancs, mais 20 % chez les Noirs ; 60 % chez les cadres et les professions libérales, mais 42 pour cent chez les travailleurs manuels. (1)

Sur le plan géographique, les Républicains recrutent leurs partisans dans les banlieues résidentielles, les campagnes et surtout les petites villes. Sur le plan ethnique et religieux, il apparaît

comme le parti des Anglo-Saxons protestants. En fait, ces généralités doivent subir le correctif de nombreuses particularités locales.

Enfin, sur le plan politique, le Parti Républicain a la réputation d'être plus conservateur, plus isolationniste, plus anticomuniste et moins favorable à la détente. C'est une simple réputation. Ainsi, c'est le républicain Nixon qui a renoué les relations avec la Chine et, aujourd'hui, c'est le démocrate Carter qui critique la « détente ».

(1) Statistiques tirées de La vie politique aux Etats-Unis, d'A. Kaspi.

Les Démocrates

Des deux grands partis, le Parti Démocrate est le plus ancien. Le Parti Démocrate proprement dit est issu du Parti « Républicain Démocrate », alliance des planteurs de Virginie avec les démocrates de New York, qui dirigea le pays de 1800 à 1824 sur une base anti-fédéraliste.

Il tint sa première Convention nationale en 1832 à Baltimore sous la présidence de Jackson. Ce parti, le parti de « l'âne », se fixait comme but de regrouper les petits planteurs de coton et de café du Sud agricole avec les travailleurs du Nord qui s'industrialisaient rapidement. Vinrent s'ajouter ensuite les fermiers de

l'Ouest.

La guerre civile entre Nordistes et Sudistes ainsi que le problème de l'esclavage divisèrent profondément ce conglomerat. Le Parti Démocrate affaibli dut laisser la première place au nouveau Parti Républicain. Il apparut toujours comme le parti des oppositions souvent très contradictoires.

Avec la crise de 1930, et sous la direction de Roosevelt, le Parti Démocrate revint au pouvoir en s'appuyant sur un électorat qui rassemblait toutes les catégories sociales victimes de la crise ou du régime : ouvriers de la grande industrie du Nord, dont les syndicats se lièrent à la machine

démocrate, petits fermiers expulsés en grand nombre, minorité noire qui émigrerait de plus en plus du Sud vers les grandes villes du Nord et se tournait là vers le parti... qui restait aussi celui des racistes du Sud.

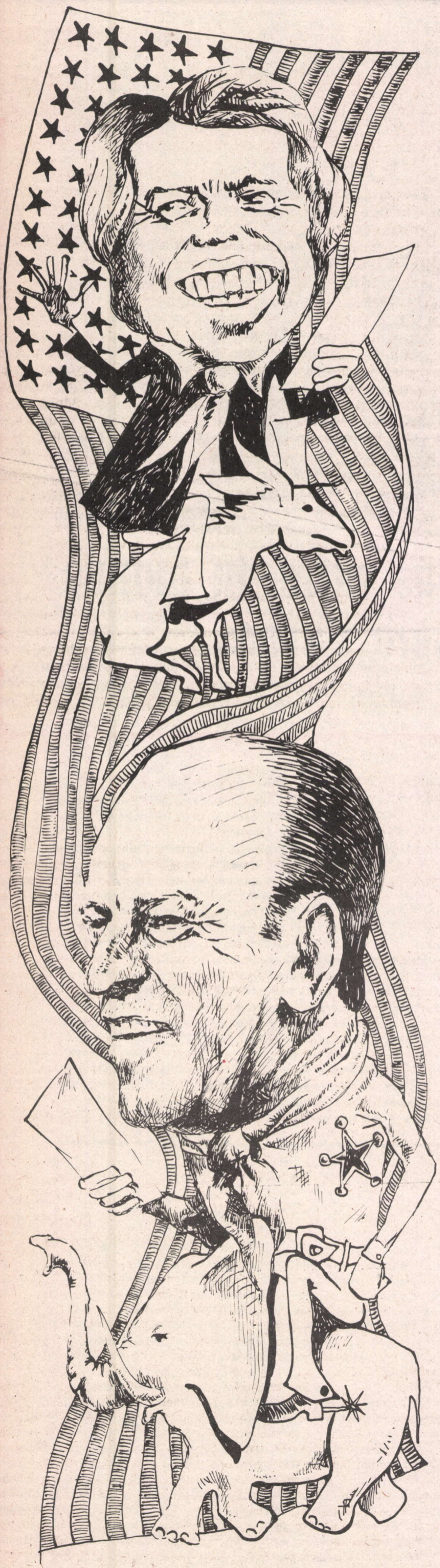
Aujourd'hui, c'est toujours la même hétérogénéité qui est la caractéristique de l'électorat du Parti Démocrate. Il reste le parti des minorités : israélites, catholiques, noirs. Il reste, sur le plan électoral, le rassemblement des couches pauvres : travailleurs de villes, petits fermiers blancs du Sud, Noirs des ghettos, etc.

Bien entendu, il n'est leur parti qu'au sens où il obtient leur vote,

et non pas à celui où il représenterait en quoi que ce soit leurs intérêts. Par sa politique, il n'est pas différent du Parti Républicain. La démagogie dont usent parfois les candidats du Parti Démocrate pour complaire à leur clientèle s'arrête aux portes du pouvoir. Lui-même, d'ailleurs, ne tient pas à se présenter comme de gauche et se défend bien sûr d'être le moins du monde socialiste.

En l'absence d'un grand parti ouvrier, même réformiste, il joue néanmoins quelquefois le rôle de soupape de sûreté en canalisant certaines aspirations de la classe ouvrière, comme il le fit dans les années Trente.

américain



Jimmy Carter : un petit gars de Géorgie

Il était une fois, dans un village de Géorgie, un petit gars qui, à l'âge de 5 ans, vendait dans les rues des cacahuètes. A force d'économies il acheta, à l'âge de neuf ans, cinq balles de coton au prix bas de 5 cents la livre, qu'il revendit quelques années plus tard au prix fort de 18 cents la livre. Il put acheter alors cinq maisons qui lui assurèrent 16,50 dollars de loyer par mois. Ce qui lui permit... etc.

Ainsi commence l'hagiographie de Jimmy Carter. Cette histoire trop classique de l'acquisition d'une fortune grâce au travail et au mérite, Carter n'a pas eu peur de la raconter à nouveau dans son autobiographie intitulée modestement : *Why not the best ? (Pourquoi pas le meilleur ?)*. L'ouvrage fut écrit, paraît-il, initialement non à l'usage des électeurs, mais pour édifier les fidèles de l'Eglise baptiste, dont Carter est à l'occasion prédicateur.

L'histoire vraie est que Carter se trouvait être le fils d'un chef d'entreprise assez aisé. Carter doit donc sa fortune à son travail et à son épargne... jusqu'à ce qu'il ait hérité de son papa. Carter cultive l'image de l'honnête provincial d'humble origine qui vient livrer contre les politiciens professionnels le combat du bon droit et du civisme. Il a arraché l'investiture du Parti Démocrate à coup de déclarations du style : *« Je ne vous mentirai jamais »* ; *« Notre gouvernement sera honnête, respectable, compatissant, compétent »*, etc. Il reconnaît avoir passé plus de temps à ge-

noux à prier qu'assis à son bureau — performance remarquable puisqu'il affirme aussi qu'il travaille par ailleurs quatorze heures par jour. Pour parfaire son image, Jimmy a voulu démontrer que, bien qu'honnête, il n'en est pas moins humain. Il avoua au journal *Play boy* avoir regardé beaucoup de femmes avec concupiscence et commis l'adultère, mais uniquement dans son cœur.

Durant toute sa campagne, il a évité autant qu'il se pouvait de se prononcer clairement sur les questions brûlantes de la politique américaine. Ainsi, il est opposé au busing (transport des enfants en vue de l'intégration raciale) quand il se fait contre la volonté des parents, mais favorable lorsque les parents sont d'accord. Il est contre l'avortement... mais il fera appliquer la loi qui le permet. La plaisanterie court chez les partisans de Carter que sa couleur préférée est celle d'un plaid.

Carter a commencé sa carrière politique en votant en faveur de l'intégration raciale au conseil de l'école de Plains. Il vit son commerce boycotté pendant quelque temps par les racistes. C'est comme député libéral qu'il siégea à l'Assemblée de Géorgie. Il disputa en 1966 le poste de gouverneur au raciste Lester Maddox. Carter fut battu à plate couture.

A la suite de cette défaite, il changea son fusil d'épaule. Il multiplia les gestes destinés à montrer qu'il était un conservateur, un véritable enfant du terroir. Il rendit une visite retentissante

à Lester Maddox, qui se présentait cette fois comme lieutenant-gouverneur, et fit liste commune avec lui. Il déclara n'avoir jamais affirmé que *« la décision de la Cour suprême d'abolir la ségrégation raciale est moralement et légalement correct »*. En 1970, pour le poste de gouverneur, il fit même une campagne raciste contre son adversaire présenté comme un « ami des Noirs ».

Mais une fois élu, Carter, qui comprenait qu'il ne suffisait pas d'une démagogie raciste si l'on avait des ambitions plus élevées que d'être le principal marchand de cacahuètes de Plains et le gouverneur de l'Etat de Géorgie, tourna une nouvelle fois sa veste. Il déclara dans le discours inaugural de 1971 : *« Je vous le dis franchement, le temps de la discrimination raciale est révolu »*. Et il mena rondement à la tête de l'Etat une politique qui fit de lui un libéral dynamique, mettant beaucoup d'énergie à réformer l'administration de son Etat, et encore plus d'énergie à le faire savoir. Ce qui lui valut dans la presse d'Atlanta le surnom de *« Mister Clean » (Monsieur Propre)*, du nom d'un détergent bien connu. Tel est donc l'honnête Jimmy Carter, qui a juste la réputation d'intégrité requise pour briguer la magistrature suprême du pays, après la présidence de Nixon, et la souplesse politique voulue pour donner toute assurance à la bourgeoisie américaine qu'une fois élu il gouvernera suivant ses intérêts à elle et sans se soucier des promesses électorales.

Gerald Ford : jamais deux choses en même temps

En octobre 1973, lorsque le numéro 2 des USA, le vice-président Spiro Agnew, fut contraint de démissionner, convaincu de fraude fiscale, de prévarication et de quelques autres délits qui auraient conduit le commun des mortels sur la paille humide des cachots, Nixon dut le remplacer par quelqu'un qui présentait une honnêteté suffisante. Tâche difficile.

John Conally avait la compétence politique requise, mais c'était une canaille notoire, comme la plupart de ceux qui entouraient Nixon, inculpé de corruption et de faux témoignage. Des gouverneurs d'Etats tels que Rockefeller ou Reagan auraient pu porter ombrage à la puissance déclinante du président. Heureusement, il y avait Gerald Ford, un homme dont la vie publique et privée pouvaient résister à l'examen de 350 agents du FBI. On avait seulement à lui reprocher l'usage illégal de 11.000 dollars venus de groupes financiers pour sa caisse électorale : une peccadille, après Watergate. De toute façon, le Parti Républicain ne semblait pas avoir mieux.

Mise à part cette petite affaire, pour laquelle il vient d'ailleurs juste d'être blanchi par la justice, Ford a bâti sa carrière politique en se présentant comme un champion de la lutte contre la

corruption. Grand Rapids, la ville du Michigan où fut élevé Ford, avait gardé de son passé coloré de ville pionnière un des plus grands quartiers réservés aux bordels et à des tripots ouverts toute la nuit, où l'on servait de l'alcool bien après l'heure légale. La police trouvait plus rentable de s'entendre avec les truands. Le « boss » local du Parti Républicain, un dénommé Franck D. Mac Kay, n'hésitait pas à faire exécuter par ses hommes de main ceux qui témoignaient contre lui devant les tribunaux. Ford fit partie de l'équipe du concurrent au sein du parti, un certain Vermeulen, qui l'emporta sur Mac Kay. Il y gagna une réputation d'incorruptible. Et il entra en 1948 à la Chambre des représentants.

Ford se situa d'emblée dans l'aile la plus réactionnaire du parti, adhérant à un groupe de jeunes républicains conservateurs, la « Showder Marching Society », grâce à laquelle il devint en 1965 chef de la minorité républicaine à la Chambre. Lui-même s'est défini comme *« conservateur en ce qui concerne les problèmes financiers, modéré dans les affaires intérieures, internationaliste en politique étrangère »*... internationaliste au sens où l'était la politique américaine au Vietnam.

Ford s'est fait connaître du pu-

blic américain par des causeries télévisées au cours desquelles il exigeait l'intensification des bombardements et le blocus complet du Nord-Vietnam. C'est ce qui valut, à l'ancien champion de l'université du Michigan qu'il fut, cette réplique du président Johnson : *« Ce Ford, il a trop joué au football sans casque »*. Car si Ford a une réputation d'honnêteté, il a aussi la réputation de n'être pas une lumière intellectuelle. On a dit de lui qu'il était incapable de faire deux choses à la fois comme « mâcher du chewing-gum et marcher au même moment ».

Sa fidélité à Nixon ne s'est pas démentie tout au long de l'affaire du Watergate. Fin mai 1973, lorsque Nixon fournit une justification embarrassée de son attitude face à l'instruction de l'affaire, Ford a été un des deux seuls à se déclarer *« totalement rassuré »*. C'est cette fidélité qui lui valut d'accéder à la vice-présidence à la suite de la démission d'Agnew.

Nixon, qui ne pensait pas être contraint à renoncer à son propre mandat, le désigna tout naturellement comme vice-président. Fidèle et sans envergure, il était l'homme qu'il lui fallait. Le développement de l'affaire Watergate en a fait, par hasard pourrait-on dire, un président.

dossier

LES ELECTIONS AMERICAINES

une campagne

La détente est-elle en question ?

Les grands débats que les chaînes de télévision nationale ont organisés entre les deux candidats ont surtout dégagé, outre un ennui pesant, le fait que rien ne sépare les politiques de l'un et de l'autre. Et il a fallu que Ford fasse une gaffe monumentale aux yeux du public américain, en affirmant « qu'il n'existe pas de domination soviétique en Europe de l'Est », pour y mettre quelque animation.

Carter proteste contre le soutien des USA aux dictateurs chiliens. Mais ce démocrate se défend de porter atteinte aux intérêts impérialistes US, comme par exemple la souveraineté des USA sur la zone du canal de Panama : « Je ne renoncerais pas, déclarait-il, à exercer dans la pratique un droit de contrôle sur cette zone, à aucun moment dans un futur prévisible ». Il insiste sur le soutien à Israël. Il fait chorus avec Ford pour refuser de normaliser les relations avec le Vietnam tant que ce pays n'aura pas fourni la liste des soldats US disparus.

Bref, Carter est surtout occupé à porter quelques petits coups d'épingle à Ford, afin de gagner les faveurs de tel ou tel électeur, Juifs, originaires d'Europe de l'Est, démocrates antifascistes, etc. Sa position de challenger lui permet de multiplier les déclarations contradictoires. Ce n'est pas une politique, c'est seulement de l'électorisme.

Ainsi, sur la détente, il se fait critiquer parce qu'une pointe

d'anticommunisme paie toujours électoralement aux USA. Cela ne signifie pas qu'il entende, au cas où il serait élu, changer quoi que ce soit à la politique de détente. Celle-ci correspond aux intérêts du moment de l'impérialisme américain et Carter conformera sa politique à ceux-ci, comme l'ont fait avant lui les présidents, démocrates ou républicains. Les démocrates Roosevelt et Truman furent les artisans de l'alliance puis de la guerre froide avec l'URSS. Le républicain Eisenhower fut l'homme de la guerre froide puis de l'entrevue historique avec Krouchtchev. Le « libéral » Kennedy a commencé la guerre du Vietnam, le réactionnaire Nixon en finit avec le conflit vietnamien.

Que les déclarations électorales de Carter ne valent pas davantage en politique extérieure qu'en politique intérieure, c'est l'un de ses conseillers politiques qui nous le dit. Averell Harriman, vieux politicien démocrate, conseiller politique du candidat en politique extérieure, a fait spécialement le voyage de Moscou pour, a dit le *New York Times*, « rencontrer Leonid Brejnev dans le but d'apaiser les inquiétudes à propos des conséquences des discours électoraux sur la détente ». Harriman a même confié au *Times* : « C'est dur de comprendre une campagne américaine... Je ne suis pas sûr d'avoir persuadé Brejnev que tout ce qui était dit n'avait aucune importance ».



Au pays le plus riche du monde la misère s'étend

Depuis maintenant plus d'un an, le gouvernement américain prétend que les USA ont amorcé une reprise économique. Et depuis le début de la campagne électorale, Ford essaie d'en persuader l'électeur.

Pourtant cette curieuse reprise n'est pas parvenue à résorber le chômage. Et récemment - tant pis pour Ford - la situation est encore un peu dégradée. Le taux officiel de chômage vient de passer de 7,30 % à 7,90 %.

De plus, en septembre, les statistiques ont fait apparaître une brutale flambée des prix de gros (+ 0,9 %, soit un taux annuel de près de 11 %) et les spécialistes redoutent une reprise de l'inflation. Depuis quelques semaines, la bourse de New-York indique une baisse générale et importante des cours.

Toutes ces indications ne si-

gnifient pas nécessairement que l'économie américaine va subir une crise aggravée. Elles montrent pour le moins que la reprise tant vantée... est bien faible.

Malgré les problèmes économiques, les capitalistes n'ont, semble-t-il, pas lieu de se plaindre. Les entreprises ont officiellement augmenté leurs bénéfices de 30 % entre le second trimestre 1975 et le second trimestre 1976. Il n'en est pas de même des classes populaires.

Des statistiques fédérales qui viennent d'être publiées indiquent une augmentation, au cours de l'année 1975, de 10,7 % du nombre des pauvres (revenu de moins de 2 717 dollars par an pour un célibataire). Au total, près de 26 millions d'Américains (un sur huit) vivraient dans la pauvreté. Bien entendu ce sont les Noirs qui sont le

plus touchés (29,3 % d'entre eux). Mais la pauvreté a, cette année, progressé plus rapidement chez les Blancs, dont 9,7 % font maintenant officiellement partie des pauvres.

Cela signifie en clair que la misère est en train de s'étendre dans le pays le plus riche du monde.

De tout cela il a été très peu question, finalement, durant la campagne électorale. Carter a été très discret et s'est gardé de faire une trop grande démagogie vis-à-vis des travailleurs et des couches populaires. Preuve sans doute qu'il sait parfaitement que, à la présidence, il ne ferait rien de plus que son prédécesseur contre une crise vis-à-vis de laquelle l'Etat américain est impuissant. Preuve surtout que les politiciens américains craignent de soulever publiquement les questions qui intéressent au premier chef les masses populaires.

Le règne du dollar

Dans la vague qui suivit Watergate, le Congrès a voté une loi destinée à moraliser le financement des élections américaines. Ainsi, le coût total d'une campagne pour la présidence ne pourrait dépasser 30 millions de dollars (15 milliards d'AF). Pour le Sénat, elle ne pourra dépasser 0,12 dollar par électeur de la circonscription. Mais on a calculé que dans les Etats très peuplés en tout cas, les dépenses n'atteignent pas ces chiffres.

Un plafond est fixé pour les dépenses personnelles que peuvent engager un candidat et sa famille dans une campagne électorale (et l'on sait que

beaucoup d'hommes politiques américains sont issus des grandes familles de milliardaires) : 50 000 dollars pour les présidentielles (25 millions d'AF), 35 000 pour le Sénat, 25 000 pour la Chambre des représentants.

Par ailleurs, les contributions électorales venant d'une même personne sont limitées à 25 000 dollars par an (plus de 12 millions d'AF). Elle ne peut donner plus de 1 000 dollars pour la même élection. Les contributions des organisations ou des sociétés sont limitées à 5 000 dollars par an et par candidat.

Cette loi peut certes entraver certaines pratiques. Nel-

son Rockefeller avait engagé personnellement entre 10 et 12 millions de dollars (5 milliards d'AF) pour se faire élire gouverneur de l'Etat de New York. Le patron d'une compagnie d'assurances avait donné 2 millions de dollars pour la réélection de Nixon.

Mais il reste bien des moyens de tourner la loi. Certains légaux : une organisation peut faire campagne pour un candidat en son nom propre, par exemple. D'autres illégaux : Watergate en a mis à jour quelques-uns. Il existait d'ailleurs des lois relatives au financement des campagnes électorales avant celle-ci. L'histoire a montré ce

qu'elles valaient. Car les faits sont plus forts que les bonnes intentions ou l'hypocrisie des législateurs bourgeois. Personne ne peut empêcher les capitalistes et les groupes financiers d'aider les hommes politiques qui ont besoin d'argent pour faire campagne, à charge de revanche bien entendu.

Au mieux, la nouvelle loi va permettre aux différents candidats bourgeois de se porter quelques coups bas entre eux. Ainsi, Ford vient d'être blanchi de justesse de l'accusation de fraude déterrée pour la circonstance par les partisans de Carter. Elle permettra peut-être de faire chuter quelques

imprudents. Mais elle n'établira certainement pas l'égalité des chances, ne serait-ce qu'électorales, entre les différentes classes sociales.

D'ailleurs les tarifs de la nouvelle loi donnent quand même à la bourgeoisie américaine la possibilité de financer officiellement ses candidats d'assez large manière. Quel est l'ouvrier américain qui peut consacrer 25 000 dollars par an (bien plus que le salaire de beaucoup) à financer les campagnes de ses candidats ?

Derrière la démocratie formelle et le suffrage universel, il y aura toujours le règne du dollar et des capitalistes...

bien ordinaire



Roosevelt en train de signer la grande charte du travail. Illustration extraite d'une brochure syndicale.

Le vote de la classe ouvrière

Dans leur majorité, les ouvriers américains votent pour les candidats démocrates, et plus encore les ouvriers syndiqués.

C'est sous la présidence de Roosevelt que les syndicats ont commencé à lui apporter régulièrement leur soutien, mettant leur force militante au service de sa propagande électorale et participant au financement de ses campagnes.

Avec la crise de 1929, pour refaire démarrer la machine capitaliste, Roosevelt mit au rencart la politique du « laissez faire, laissez aller » des années de prospérité et introduisit un minimum de dirigisme étatique dans l'économie. Prises dans l'intérêt général du capitalisme, ces mesures heurtent des intérêts privés. Roosevelt a besoin de soutiens politiques pour son action. Il les trouve, entre autres, dans le monde syndical, en échange de concessions qui se matérialiseront avec la Loi sur le redressement industriel national (NIRA), qui reconnaît l'organisation syndicale dans l'entreprise et lui octroie différents privilèges.

Ces mesures vont aider une syndicalisation massive. Le syndicat des mineurs, un des plus radicaux, a pour slogan : « le président vous demande de rejoindre le syndicat ». De 2 300 000 en 1930, le nombre des syndiqués passera à 8 mil-

lions en 1939. Une nouvelle centrale, le CIO, se créa, regroupant enfin les ouvriers non qualifiés longtemps ignorés par la vieille American Federation of Labor. La bénédiction de Roosevelt ne suffit d'ailleurs pas : les travailleurs ont dû mener de durs combats, grèves et occupations d'usines, pour faire reconnaître leurs droits.

Roosevelt, qui craint bien plus encore qu'il ne l'utilise le mouvement ouvrier, joue consciemment la carte de la bureaucratie syndicale pour tenir en laisse les travailleurs. Les syndicats obtiennent les clauses d'Union Shop (tous les ouvriers d'une entreprise où le syndicat est reconnu sont syndiqués) et de Check Off (les cotisations syndicales sont retenues directement sur la paye par le patron). Sur ces bases, une importante bureaucratie syndicale va se constituer, grâce notamment à ses revenus considérables et réguliers. Les syndicats ont 60.000 fonctionnaires, soit un pour 300 syndiqués, ce qui est, et de loin, la plus forte proportion du monde.

Roosevelt a réussi son pari et ses mesures, que tous les patrons n'accepteront pas de bon cœur (la direction des usines Ford ne s'inclinera qu'en 1941), ont créé une bureaucratie intégrée au système pour domestiquer le mouvement

ouvrier américain qui a montré sa force. En 1941, l'AFL et le CIO signent un armistice social pour la période de la guerre et accèdent à des places dans l'appareil d'Etat.

Depuis, les syndicats ont soutenu systématiquement les candidats démocrates... sauf en 1972, où ils ont préféré le républicain Nixon à Mc Govern, jugé par eux trop à gauche, trop favorable aux étudiants, aux Noirs et à la paix au Vietnam.

Cette année, le Parti Démocrate ayant oublié le petit vent de folie libérale qui l'avait fait choisir Mc Govern, l'AFL-CIO lui accorde à nouveau son appui... et sans doute quelques millions de dollars provenant des cotisations des travailleurs. Pour justifier cet appui, les dirigeants de l'AFL-CIO font grand cas d'un projet de loi déposé par les démocrates Hawkins et Humphrey, qui vise à ramener le taux de chômage à 3 % de la population active. Mais réduire le chômage (car il s'agit de le réduire, pas de le supprimer) demande non des vœux pieux parlementaires, mais des mesures sociales et économiques qu'aucun démocrate n'envisage. Cela suffit pourtant à la bureaucratie syndicale pour justifier le fait de livrer les suffrages et l'argent des travailleurs à ce parti des patrons qu'est le Parti Démocrate.

Le vote des Noirs

Depuis les années 1930, les quelque 7 à 8 millions d'électeurs noirs donnent leurs voix à 80 % au Parti Démocrate. Ce qui ne manque pas de paraître paradoxal, lorsque l'on sait que l'énorme majorité des Blancs racistes du Sud accordent aussi leurs voix aux mêmes Démocrates.

S'il est pourtant une fraction de la population américaine qui, durant ces vingt-cinq dernières années, s'est battue et organisée pour changer son sort, c'est bien la population noire. Après sa mobilisation quasi générale dans le Sud pour ses droits civiques derrière des leaders non-violents, de violentes révoltes ont embrasé les grandes villes industrielles. Successivement les ghettos noirs, de Harlem, Rochester, Philadelphie en 1964, de Watts (Los Angeles), Cleveland, Chicago en 1965, de Newark, de Detroit en 1967, se soulevèrent.

Cette révolte, dont le cri de ralliement fut celui de « Pouvoir

noir », donna naissance à de multiples groupes et partis politiques, dont le plus célèbre fut celui des Panthères noirs. Durant quelques années, ces organisations s'opposèrent par la violence à la violence de la police, organisèrent des milliers de jeunes Noirs, bref amenèrent dans la pratique une partie au moins de la population noire à rompre avec le système et ses deux partis.

La réponse de l'Etat, avec les Démocrates comme avec les Républicains ? Les principaux dirigeants furent traqués, abattus, assassinés, condamnés à des années de détention ou à l'exil. Cette répression a eu finalement raison du mouvement.

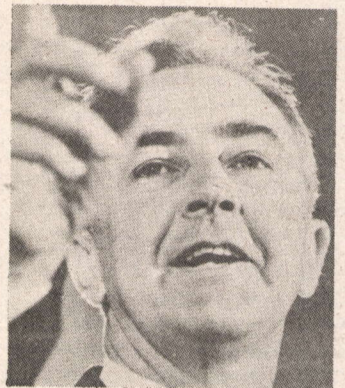
D'autant plus que la bourgeoisie américaine, notamment par l'intermédiaire du Parti Démocrate justement, et dans le moment même où se menait par ailleurs la répression, fit tous ses efforts pour récupérer les militants noirs, les acheter même, et y réussit en partie. Ainsi,

après avoir complètement ramené les activités du parti des Panthères noires à des œuvres de bienfaisance, Huey Newton, le principal dirigeant du parti, un de ceux qui les premiers avaient mis sur pied une organisation armée, renouait avec les mouvements religieux qui prêchent la non-violence. D'autres dirigeants des Black Panthers, comme Bobby Seale, proposèrent l'appui du parti à des candidats noirs du Parti Démocrate. Et finalement de nombreux dirigeants entrèrent purement et simplement dans la machine démocrate.

Par un mélange de sauvage répression et d'octroi de petits privilèges, la bourgeoisie américaine a étouffé le mouvement noir des années 1960, un peu comme la bourgeoisie l'a fait, dans maints pays capitalistes, avec le mouvement ouvrier. Momentanément. Car les conditions qui ont donné naissance à ce mouvement et le sort de la minorité noire sont toujours les mêmes.

Les autres candidats

Un libéral indépendant : Mac Carthy



Eugene Mac Carthy avait brigué en 1968 et 1972 l'investiture démocrate. Il se présente cette année comme candidat indépendant.

Libéral, il s'est fait connaître pour ses opinions hostiles à la guerre du Vietnam. Les attaques les plus vives de sa campagne électorale sont décochées contre les deux grands partis et leur bipartisme démodé. Ce qu'il faut à l'Amérique, selon lui, c'est un homme honnête, hors des combinaisons politiciennes... lui-même, bien sûr. La candidature de Mac Carthy a été suscitée par le climat de désaffection et de méfiance qui a suivi le Vietnam, le Watergate et les révélations sur les menées illégales de la CIA et du FBI, envers la politique et les politiciens, et donc les deux grands partis.

Sa solution à la crise ? Le blocage des prix et des salaires. Dans sa campagne, pas un mot sur les problèmes brûlants du busin, des menaces sur le droit d'avorter pour les femmes, des droits des minorités raciales opprimées. Un symbole de ses attaches sociales : celui à qui il avait primitivement proposé la candidature de vice-président s'appelait William Ford, tout simplement le vice-président de Ford Motors...

Mac Carthy, en se présentant comme un homme nouveau, espère rafler quelques suffrages d'électeurs écœurés et désabusés. Puis, si l'opération est payante, s'en servir comme tremplin pour sa future carrière politique... sans doute en s'en retournant dans les rangs du Parti Démocrate.

Un raciste : Maddox

L'extrême-droite, sous l'étiquette de l'American Independent Party, présente un candidat, Lester Maddox, ancien gouverneur de Géorgie et ancien partenaire de Carter. Il s'est fait un nom et une réputation en refusant de servir les Noirs dans son restaurant dans les années 1960.

Il prône la ségrégation raciale, s'affirme farouchement hostile au communisme, prétend lutter contre la bureaucratie gouvernementale et les impôts trop lourds. Et sa démagogie d'extrême-droite vise à séduire des électeurs de la petite bourgeoisie et des ouvriers blancs qui en ont assez du chômage, de la hausse des prix, de la dégradation de l'enseignement et des conditions de vie dans les villes. Ce sont les mêmes qui, ébranlés dans leur confiance dans le système par la crise, en rejettent la responsabilité sur les

Noirs, avec qui ils sont de plus en plus en concurrence pour un emploi.

Les violences racistes qui se sont produites dans plusieurs grandes villes comme Boston, Chicago, Louisville, ces derniers mois, les manifestations ouvertes dans la rue du Ku Klux Klan ont montré que l'extrême-droite américaine pense que la période actuelle est favorable à son développement.

Le Parti Américain Indépendant avait présenté Georges Wallace en 1968 qui, politicien très populaire, avait obtenu près de 10 millions de suffrages. Depuis, Wallace a réintégré le Parti Démocrate. En 1972, le candidat du Parti Indépendant, Schmitz, avait recueilli un peu plus de 1 million 100.000 voix. Le score de Maddox sera une indication sur une éventuelle poussée de l'extrême-droite.

dossier

LES ELECTIONS AMERICAINES

LA GAUCHE DANS LES ÉLECTIONS

Le Parti Communiste



Hall, candidat du PC américain.

Le Parti Communiste Américain a présenté un candidat à la Présidence : Gus Hall, secrétaire général du parti, ancien syndicaliste, emprisonné pendant huit ans durant la période du maccarthysme. Le candidat à la vice-présidence est un militant noir : Jarvis Tyner.

Cette année, le PC mène une campagne électorale plus étendue et plus vigoureuse que lors des précédentes présidentielles. (En 1972, il était présent dans 13 Etats, en 1968, année où il avait présenté une candidate, militante noire, dans deux).

C'est un nouveau choix politique et électoral du PC. Entre 1940 et 1968, il n'avait pas présenté de candidats et avait soutenu systématiquement ceux du Parti Démocrate (sauf en 1948, où il avait soutenu le candidat « progressiste » Henry Wallace). Il déclare mener une politique

« anti-monopoliste » contre le big business responsable du chômage, du racisme et des menaces de guerre, en rassemblant tous ceux qui en sont victimes, patrons compris. Aussi, même si un de ses slogans est : « Vous n'éliriez pas votre patron comme délégué du personnel ; pourquoi éliriez-vous son représentant pour une fonction publique ? », il ne vise pas à proposer des perspectives propres aux travailleurs.

Son programme est, sur le fond, un programme démocrate libéral, simplement plus radical que ceux des politiciens démocrates libéraux. Mais, bien sûr, le simple fait de porter l'étiquette « communiste », dans un pays comme les USA, suffit à le mettre tout à fait à part.

Aujourd'hui, si l'on en croit leurs propres déclarations, les dirigeants du PC ont à convain-

cre leurs propres membres de voter pour Hall, et non pour les Démocrates. C'est Gus Hall lui-même qui révélait, lors de l'élection de 1972, qu'entre 30 et 40 % des membres du PC étaient réticents à voter pour la candidature PC. Il n'y a pas que Georges Marchais qui préfère Carter...

Cela s'explique sans doute parce que, pendant des décennies, les militants ont été habitués à soutenir les Démocrates, à militer au sein du Parti Démocrate ou au sein des bureaucraties syndicales qui soutiennent les Démocrates. Et aujourd'hui encore, ces militants doivent d'autant moins voir la nécessité de faire campagne à fond pour les candidats du PC que, parallèlement aux présidentielles, le PC soutient des candidatures démocrates à la Chambre des représentants et pour des fonctions locales.

Peter Camejo

Les trotskystes

Le Socialist Workers Party, organisation trotskyste proche du Secrétariat Unifié, présente un candidat aux présidentielles américaines, l'ancien leader étudiant, d'origine latino-américaine, Peter Camejo (avec pour co-listière Willie Mae Reid, une militante noire).

Son premier combat a consisté à pouvoir faire officiellement acte de candidature, malgré toutes les entraves. Un mois avant les élections, le SWP était autorisé à se présenter dans 26 Etats (dont la Californie et New-York). Un certain nombre d'actions judiciaires étaient engagées par ailleurs pour pouvoir se présenter dans quelques autres. Le but initial du SWP était de se présenter dans une trentaine d'Etats. En 1968, il avait pu présenter ses



et Mae Reid,

candidats du SWP.



candidats dans 19 Etats et en 1972 dans 23, où il avait obtenu 66 677 voix.

Le SWP se prononce pour un parti politique indépendant des travailleurs. Face à la crise et au chômage, le SWP mène une propagande socialiste et défend des revendications telles que le partage du travail entre tous, l'échelle mobile des salaires... Mais l'axe principal de sa campagne est la défense des droits de la population : droit au travail, à l'éducation, à la santé gratuite, lutte contre la pollution, droits des minorités raciales, droit à l'indépendance de Porto-Rico...

A ce niveau, surtout au milieu d'une gauche américaine dont l'idéologie est celle des démocrates radicaux et non des révolutionnaires prolétaires, certaines ambiguïtés, sur la va-

leur du bulletin de vote, par exemple, ou sur celle du système démocratique, dont la limite n'est jamais clairement montrée, apparaissent dans la propagande du SWP : « Si des représentants des travailleurs étaient élus, ils pourraient faire passer des lois qui assureraient à tous du travail... un gouvernement des travailleurs garantirait la démocratie et la possibilité d'une nouvelle charte des droits des travailleurs ».

Cela traduit sans doute le fait que, coupé de la classe ouvrière depuis des dizaines d'années, le SWP, qui s'est développé à nouveau depuis le milieu des années soixante, l'a fait surtout en milieu étudiant, c'est-à-dire parmi la petite-bourgeoisie radicale qui luttait pour les droits civiques ou contre la guerre du Vietnam.

Les socialistes

La gauche américaine, socialistes et communistes, n'a jamais beaucoup compté sur le plan électoral.

Le meilleur score électoral qu'ait jamais fait un candidat socialiste fut celui d'Eugène Debs, qui obtint près d'un million de voix en 1912, l'équivalent de 4 ou 5 millions aujourd'hui. Debs fut condamné à dix ans de prison en 1918 pour son opposition à la guerre impérialiste. En 1920 il obtenait à nouveau près d'un million de suffrages.

Cela ne signifie pas qu'un certain nombre de groupes ne

tentent pas de se servir des élections.

Outre le Parti Communiste et le SWP, le parti trotskyste, dont nous parlons par ailleurs, le Parti Socialiste du Travail, qui est un groupe socialiste fondé par De Leon, dont l'origine remonte à 1877 et dont le candidat recueillit 53 814 voix en 1972, et le Parti Socialiste, dont le candidat est l'ancien maire de Milwaukee, seule ville relativement importante aux USA à avoir eu pendant longtemps une municipalité socialiste, présentent un candidat à la présidence.

Le Parti Socialiste, l'ancien parti de Debs, s'il n'a guère d'influence électorale, a conservé par contre une implantation dans la bureaucratie syndicale. Un certain nombre de leaders syndicaux en sont ou en furent membres ou sympathisants. Il a récemment scissionné. Une de ses ailes a formé les « Sociaux-Démocrates USA », groupe qui reste formellement membre de l'Internationale Socialiste (celle de Mitterrand), mais qui appelle à voter pour Carter et présente ses membres sous l'étiquette démocrate.

Le parti ouvrier américain à créer

Les résultats de ces élections, quels qu'ils soient, n'auront évidemment aucune influence sur la conduite des affaires américaines. Et même, étant donné le style des principaux hommes en compétition et de leur campagne électorale, ces résultats ne pourront même pas fournir une indication sur l'état d'esprit du pays, sur l'importance des tendances réactionnaires ou au contraire le niveau de conscience ou de combativité de la classe ouvrière. C'est pourtant là l'une des rares utilités des élections dans un régime démocratique bourgeois. Tout au plus quelques indications sur tout cela pourront-elles être trouvées dans les résultats des candidats marginaux, s'ils prennent quelque signification. Ce qui n'est pas sûr.

Mais tout cela n'empêche pas toutes ses contradictions de continuer à travailler la société américaine, tous ses problèmes fondamentaux de se poser : l'exploitation d'une classe ouvrière qui est potentiellement la plus puissante du monde et le chômage actuel de quelque 10 à 20 millions de personnes, l'oppression et le racisme qui pèsent sur les minorités, noire mais aussi chicano, porto-ricaine ou indienne.

La formidable montée du mouvement ouvrier dans les années Trente ne s'est traduite directement, ni avant ni après, sur le plan électoral. L'explosion du mouvement noir des années Soixante non plus. Ce sont pourtant ces mouvements qui ont marqué l'histoire des Etats-Unis, pas les élections.

La gauche et plus spécialement les révolutionnaires ne comptent pas sur le plan électoral. Mais l'importance des petits groupes de militants actuellement existants ne se mesure pas à cette aune. Elle se mesure à leur capacité à s'insérer dans la lutte des classes qui se déroule, avec ses flux et ses reflux, aux Etats-Unis comme partout ailleurs dans le monde.

Les militants qui ont été à l'origine des Panthères noires n'étaient guère nombreux. Toutes proportions gardées, ceux du Parti Communiste entre les deux guerres mondiales non plus. Personne ne peut nier qu'ils ont compté.

C'est dans cette voie que l'avenir appartient aux militants trotskystes américains, aussi faibles soient-ils aujourd'hui.

C'est dans cette voie que pourra se construire ce qui fait si cruellement défaut, depuis si longtemps : le parti ouvrier américain.

Contre le chômage, tous aux côtés de la jeunesse, le 23 octobre

Samedi 23, les jeunes manifesteront dans plusieurs villes et notamment à Paris, où un rassemblement puis une manifestation sont prévus à partir de 13 heures place de la République à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FEN.

C'est vrai que les jeunes sont particulièrement victimes du chômage. Sur 1,5 millions de chômeurs que compte le pays, près de la moitié ont moins de 25 ans. La rentrée dans la vie active signifie, pour la plupart, l'accès au bureau de chômage.

Bien sûr, le chômage touche aussi toutes les catégories de travailleurs. Mais

que dire d'une société qui réduit à l'inaction et à l'incertitude des milliers de jeunes ? Pour ceux qui sortent de l'école, cela veut dire la quête d'un emploi pendant des mois, un salaire en moins pour les familles qui sont déjà durement touchées par la crise. Cela signifie en fin de compte la démoralisation et l'acceptation de n'importe quel travail mal payé et bien souvent des plus durs, pour lesquels la qualification professionnelle acquise ne sert à rien.

Les travailleurs ne peuvent qu'assurer de leur soutien ceux qui manifesteront samedi prochain.

Car c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est victime d'une politique qui consiste à faire trimer quarante heures et plus une partie des travailleurs, pendant qu'une autre est réduite au chômage.

Pourtant, des solutions au chômage, il en existe : la réduction du temps de travail, le partage du travail entre tous sans perte de salaire, afin qu'aucun travailleur ne reste sur le pavé. Lutter contre le chômage, c'est lutter contre la division des travailleurs entre ceux qui ont le travail et ceux qui ne l'ont pas. La lutte contre le chômage, c'est la lutte contre

le système qui l'engendre, le système capitaliste.

Les organisations syndicales offrent au moins à la jeunesse travailleuse la possibilité de faire entendre sa voix. Et il faut que cette voix se fasse entendre, même si cela ne saurait être qu'un début.

C'est pourquoi LUTTE OUVRIERE appelle tous les travailleurs conscients de la nécessité de lutter contre le chômage, pour le partage du travail entre tous, à soutenir la manifestation, et tous les jeunes collégiens, travailleurs ou chômeurs à manifester derrière la banderole de CEUX DU TECHNIQUE.

Assassinée pour une bouteille

Anne-Marie, 15 ans, s'est suicidée. Surprise à voler une bouteille d'apéritif dans une grande surface, remise à la police par la direction de l'établissement, embarquée dans un fourgon qui la conduit au commissariat, rendue à ses parents avec force avertissements et réprimandes, elle n'a pu supporter la honte et l'humiliation.

Il y a quelques mois, une vieille dame de 87 ans s'était donné la mort dans des conditions similaires. On l'avait traînée devant le tribunal pour avoir volé quelques victuilles, elle qui n'avait pas mangé depuis quatre jours...

Les misérables qui ont osé acculer au suicide cette enfant, ceux qui ont agi aussi cruellement envers cette vieille dame sont des assassins. A la place du cœur, ils ont leur portefeuille.

Dans notre société, on peut voler des milliards sans être autrement inquiété, voire même en suscitant l'admiration. Mais les démunis, les faibles qui se laissent aller à de menus larcins sont, eux, traités impitoyablement.

G.D.

L'aide au logement :

Ah mon beau HLM !

Le gouvernement a adopté, lors du Conseil du 19 octobre, un projet de loi personnalisant l'aide au logement. Objectif : d'après le gouvernement, favoriser l'accession à la propriété de ceux qui jusqu'à présent n'en ont pas les moyens. Giscard voudrait, précisait le porte-parole du Conseil des ministres, donner aux Français le « droit à la construction d'un patrimoine ». Façon — on le dit presque officiellement et sans la moindre ironie — de battre en brèche le goût trop prononcé des classes laborieuses pour le collectivisme...

Pour l'instant, on ne connaît que les grandes lignes du projet, et donc pas sa portée exacte. D'autant plus que son application sera progressive. Mais, au mieux, il équivaudra en volume à l'aide actuelle et sera financé pratiquement de la même façon.

Dans ces conditions, nul ne peut craindre que les vues sociales de Giscard provoquent une ruée des locataires de HLM vers les immeubles Front de Seine ou autres Hauts de Belleville. Dans les cas les plus favorables, quelques travailleurs de plus pourront acquérir leur HLM, c'est-à-dire faire eux-mêmes les frais de réparations et d'entretien.

Comme, de toute façon, l'Etat ne consacrerait pas un centime de plus au logement, qu'il laissera la construction aux mains des promoteurs, comme la pierre et le terrain resteront pour les bourgeois une source de profit, tout, fondamentalement, restera comme aujourd'hui.

Les travailleurs, les petites gens devront toujours faire des sacrifices importants pour se loger. On continuera à expulser les chômeurs qui ne peuvent plus payer leur loyer, à exiler les habitants des quartiers livrés aux promoteurs, à loger les travailleurs loin des villes, à des heures de leur travail.

On peut toujours décorer cela d'un titre de propriété ou de l'espoir d'un titre de propriété, les travailleurs n'en seront certes pas reconnaissants à la société libérale avancée de Giscard.

A. R.



« Plus d'argent ! » réclament les policiers. Le reste ne peut être que fioritures.

Les policiers ne sont pas contents

Ils l'ont montré massivement à Paris lundi 18 octobre, lors du rassemblement organisé porte de Pantin, et en province dans des assemblées d'information. Le mouvement organisé par l'Inter-syndicale de la police, qui regroupe la Fédération autonome de la police, le Syndicat national des policiers en civil et le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police, est manifestement un succès.

A l'origine, il y a peut-être ce que l'on a appelé le « malaise de la police ». Et il est bien évident que, le 18 octobre, certains orateurs ont abordé le problème de la formation des policiers, de l'insuffisance des moyens pour assurer la sécurité publique et de la liaison nécessaire entre les policiers et la population. « La police doit être disponible, au service de tous, et non immobilisée au service de quelqu'un » a affirmé le secrétaire du Syndicat des commissaires. Mais la cause la plus solide du mécontentement

des policiers de tout grade est d'ordre plus matériel. Il y a deux ans, l'Etat s'était engagé à assurer la parité entre les salaires et les carrières des policiers et ceux des gendarmes. Or la gendarmerie, qui dépend du ministre des Armées, a vu ses avantages croître avec les augmentations de budget, alors que la police est restée, sur le plan financier, bien à la traîne. Non seulement la parité n'a pas été réalisée, mais le fossé s'est creusé.

Aujourd'hui, le mécontentement des policiers, même s'il ne fait l'unanimité que sur les revendications salariales, prend une signification politique. Les syndicats qui sont à l'origine du mouvement s'efforcent de lier l'action des policiers aux autres formes de protestation et de manifestation de la population laborieuse vis-à-vis des conséquences de la crise et du plan Barre. La présence remarquée et applaudie des policiers dans le cortège des manifestants du 7 octobre allait dans ce sens, comme le confir-

me l'intérêt que les signataires du Programme commun portent à ce mouvement de la police.

Mais de là à faire croire, comme le prétend la Fédération autonome de la police, comme le laisse entendre l'Humanité, comme le proclame le Programme commun, que la police puisse devenir démocratique et au service de tous, c'est nier l'évidence de la division de la société en classes. Tant qu'il y a des classes exploitées — et elles ne disparaîtront pas avec la victoire de la gauche aux élections — la fonction de la police sera précisément de défendre les intérêts et les privilèges de la classe possédante. On ne saurait sortir de la réalité sociale. Et les policiers moins que les autres, car ils sont bon gré mal gré les gardiens de l'ordre existant. La bourgeoisie et son Etat n'ont pas aujourd'hui les moyens de les payer suffisamment : les policiers réclament plus d'argent. Tout le reste n'est qu'illusion ou démagogie.

Colette BERNARD

Mercredi 13 octobre

SODEXHO - Marseille : Le personnel de la Sodexho, entreprise sous-traitante de l'Assistance publique, chargée de la distribution des repas à l'hôpital marseillais de la Timone, s'est mis en grève pour des revendications de salaires.

Jeudi 14 octobre

NEIMAN - Nevers : Les 350 grévistes de l'usine Neiman (fabrication de serrures, antivols et accessoires automobiles) poursuivent leur mouvement commencé le 7 octobre pour obtenir une augmentation de salaire et le respect des libertés syndicales.

RESTAURANTS UNIVERSITAIRES - Rennes : Les employés des cinq restaurants universitaires, en grève depuis deux semaines, ont occupé le hall du Comité régional des œuvres universitaires et scolaires. Ils protestent contre la suppression des heures supplémentaires et réclament la parité des salaires avec Paris et l'égalité des horaires pour tous. La police est intervenue et a fait évacuer le centre.

SUCCURSALE RENAULT - Besançon : Depuis dix jours, la succursale bisontine est occupée par les employés, qui revendiquent que la réduction de la durée du travail de six minutes par jour se traduise par une demi-heure le vendredi en fin de service.

COMPAGNIE DES WAGONS-LITS : Grève jeudi et

vendredi à l'appel des syndicats, en protestation contre l'augmentation du nombre de voyages, la suppression de jours de repos et pour des problèmes d'horaires.

Vendredi 15 octobre

TRANSPORTS LEBEL - Antony : Les 34 employés de la compagnie de transports « Lebel », à Antony dans les Hauts-de-Seine, sont en grève depuis le 7 octobre pour réclamer des augmentations de salaires et l'augmentation des effectifs. Les salariés doivent effectuer 206 heures de travail par mois en moyenne, pour des salaires inférieurs à 2.000 F.

Samedi 16 octobre

USINE D'INCINERATION DES ORDURES - Angers : Les 22 ouvriers sont toujours en grève depuis le 14 octobre pour obtenir une augmentation de leur salaire et plus de sécurité dans leur travail.

Lundi 18 octobre

CENTRE DE RETRAITEMENT ATOMIQUE - La Hague : 650 des 930 employés sont en grève depuis trente-trois jours pour protester contre la « filialisation » du CEA et le passage au secteur privé de son secteur le plus rentable.

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS URBAINS ROUTIERS - Clermont-Ferrand : La grève avec occupation des locaux

se poursuit depuis le 8 octobre. Les travailleurs réclament que les salaires mensuels ne soient pas inférieurs à 2.000 F et que les rémunérations soient calculées effectivement sur la base des 46 heures hebdomadaires.

Mardi 19 octobre

CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS : La grève, entamée le 6 octobre pour protester contre les menaces qui pèsent sur la prime de fin d'année et les prêts préférentiels, a été reconduite par 895 voix contre 12.

SERVICE INTERURBAIN DES TELECOMMUNICATIONS - Nancy : Le personnel a observé 24 heures de grève. Les travailleurs demandent du matériel et des locaux mieux adaptés, des visites ophtalmologiques régulières pour les utilisateurs de microfiches, ainsi que des pauses horaires de dix minutes.

SERVICES COMMUNAUX - Rouen : Les employés communaux ont reconduit mardi matin leur grève commencée le 8 octobre. Ils réclament le treizième mois, des effectifs supplémentaires et la titularisation de l'ensemble du personnel.

ENTREPOT DES WAGONS-LITS - Région parisienne : Le personnel est en grève depuis cinq jours. Les 70 employés demandent l'annulation des sanctions de mise à pied prises contre deux travailleurs.

MASSEY-FERGUSON

Notre santé avant tout

Pour faire reprendre le travail le plus vite possible, la direction proposa aux peintres une prime d'insalubrité pour compenser leurs mauvaises conditions de travail !

Mais elle a dû garder sa prime, puisque nos camarades l'ont refusée. Et ils ont bien fait !

Que ce soit à la Peinture ou ailleurs, nous ne voulons pas perdre la santé en travaillant dans n'importe quelles conditions, tout cela pour quelques billets de plus par mois.

La santé ne se vend pas !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière-Massey-Ferguson (Lille) du 11-10-76.

BESANÇON

Le maire socialiste demande l'intervention de la police contre les travailleurs

Les chauffeurs de bus sont en grève depuis le 7 octobre et, devant l'intransigeance de la compagnie, ils ont décidé dimanche dernier d'occuper les deux dépôts de la ville. Ils demandent notamment 6 % d'augmentation et la réintégration d'une employée stagiaire licenciée.

Mais voilà qui est trop fort pour monsieur le maire, Minjoz, membre du Parti Socialiste. Il a immédiatement saisi le tribunal des référés qui a ordonné l'évacuation des locaux pour le 19 octobre.

Monsieur Minjoz règle les conflits en bon patron, capable, tout comme un autre, d'envoyer la police contre les travailleurs.

USINOR-DUNKERQUE

La CGT contre les grévistes du Matagglo

A Usinor-Dunkerque, la grève des quatre-vingt-cinq travailleurs du Matagglo a connu un tournant. Jeudi 14, la direction avait fait intervenir une entreprise extérieure qui, à l'aide de bulldozers, avait commencé de dégager les quais pour pouvoir décharger les minéraliers qui attendaient dans le port de Dunkerque (et dont l'immobilisation coûtait une fortune à Usinor). Dans cette manœuvre contre ceux du Matagglo, elle a trouvé la complicité de la CGT, et en particulier du secrétaire du syndicat CGT des dockers.

Les travailleurs qui déchar-

gent les bateaux, les portiqueurs, sont, pour certains, considérés comme dockers, pour d'autres, comme personnel Usinor. Tous sont syndiqués à la CGT.

Ces deux catégories de travailleurs, dockers et personnel Usinor, qui font exactement le même travail, touchent des salaires très différents. Ceux des dockers sont plus élevés. Le mois dernier, à l'appel de la CGT, les portiqueurs avaient débrayé à plusieurs reprises pour demander à travail égal salaire égal. Ils n'avaient rien obtenu mais, à la suite de leur mouvement, ceux du Matag-

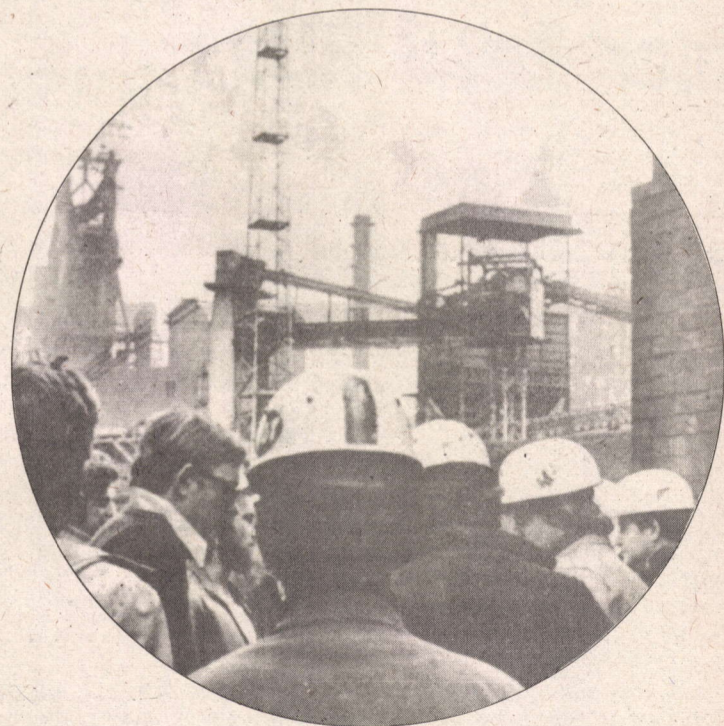
glo, qui travaillent juste en amont, se sont mis en grève le 2 octobre. Suite à cela, le secrétaire de la CGT des dockers a écrit une lettre à la CGT d'Usinor, que cette dernière a publiée en la prenant à son compte : « Les portiqueurs d'Usinor étaient en lutte tactique qui faisait très mal à Usinor. La direction, voyant ce feu allumé devant eux, a allumé un autre feu derrière nous. La direction d'Usinor, en refusant de négocier et en laissant se déclencher un conflit illimité au Matagglo, a permis de mettre nos portiqueurs en lock-out. (...) En tout cas, cette manœuvre d'Usinor Ma-

tagglo a réussi à casser notre action... Nous sommes avec la CGT pour les grèves intelligemment menées, et non pour l'aventurisme ».

Ainsi poussés par leur syndicat, les portiqueurs ont immédiatement accepté de décharger les bateaux, dès que la direction a levé le lock-out qui les frappait. L'attitude de la CGT s'explique par le fait qu'elle a cédé devant le chantage au lock-out général de l'usine. Comme elle se refusait à étendre le mouvement, il fallait que ceux du Matagglo reprennent. Mais elle n'a pas réussi à les convaincre d'adopter « de nouvelles formes

d'action ». Aussi s'est-elle désolidarisée purement et simplement de la grève, laissant tomber les grévistes et les six travailleurs que la direction a licenciés pour réprimer le mouvement. Il est bien question, très vaguement (dans les communiqués à la presse locale et dans un tract CFDT), de deux journées de grève pour les 22 et 23 octobre contre les licenciements. Mais ce faux-semblant ne trompe personne dans l'usine. Peu à peu, les travailleurs du Matagglo reprennent le travail, la rage au cœur.

Correspondant LO.



Les travailleurs du Matagglo se prononcent sur la poursuite de leur mouvement.

A QUAND LE SALON DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ?

Le Salon de l'automobile vient de fermer ses portes. Les plus belles voitures y ont été exposées ; et c'est à qui, parmi les constructeurs, a innové dans le dernier modèle d'essuie-glaces à mise en marche automatique et autres gadgets...

L'envers du décor, ce que personne n'a vu à la porte de Versailles, ce sont les conditions de travail et d'insécurité dans l'industrie automobile.

Renault, par exemple, a reçu dernièrement un prix de l'esthétique industrielle pour la R14 ; mais on ne dira jamais assez que

tous les modèles qu'on expose sont largement tachés du sang de ceux qui les fabriquent.

A Billancourt, un ouvrier est mort sur une machine à souder. La machine a été remise en marche sans aucune modification. Un ouvrier est mort des suites d'une intoxication avec les produits utilisés comme durcisseurs en fonderie ; les mêmes qui sont toujours utilisés.

A Flins, ce sont les ateliers de Tôleries et des presses qui détiennent les records d'accidents graves ; cette année, un ouvrier est mort dans un tapis

roulant d'évacuation des déchets de tôle d'emboutissage. On ne l'a découvert, par hasard, que plus d'un jour après sa disparition.

Quelques mois plus tard, un ouvrier a eu une main tranchée au niveau du poignet sous une presse. Là encore, la machine a été remise en service sans aucune modification.

La semaine dernière, alors que le salon battait son plein, un conducteur d'engins de manutention est mort, écrasé entre les fourches de l'élévateur et l'habitacle de son engin. Ceux qui l'ont dé-

gagé affirment que la jambe de son pantalon était accrochée dans la commande de l'élévateur.

A l'usine de Sandouville, huit jours plus tôt, un ouvrier de 23 ans a eu les deux mains coupées sous une presse. Le camarade qui travaillait avec lui a juste eu le temps de dégager sa tête.

Arrêtons là l'énumération, il y en a trop.

Cela n'empêche pas les discours satisfaits sur la prospérité de l'industrie automobile.

Correspondant LO.

FOSSE DECHY (Mines du Nord)

LA DIRECTION ORGANISE L'INSÉCURITÉ

Dernièrement, dans une des tailles, le taux de grisou est monté au-delà du seuil limite de 1 %. Au-delà de ce seuil, les ouvriers qui travaillent dans le chantier doivent l'évacuer. Mais il n'y avait qu'un grisoumètre d'installé en haut de la taille, si bien que le signal sonore qui s'est déclenché n'a été entendu que par les mineurs qui travaillaient à proximité de l'appareil. Les autres ouvriers, occupés plus bas dans la taille, sont donc restés à leur travail malgré le danger.

Les jours suivants, on aurait pu croire que la surveillance de la

taille aurait été renforcée, surtout que ce chantier est réputé grisouteux. Eh bien, deux jours après, il n'y avait tout simplement plus de grisoumètre.

Voilà comment les Houillères luttent contre les dangers d'explosion. Cette attitude criminelle n'est pas une exception. La plupart des quelques grisoumètres automatiques, qui avaient été installés après la catastrophe de Liévin, ont aujourd'hui disparu.

Au lieu de lutter contre le grisou, la direction supprime les grisoumètres.

Correspondant LO.

CYNIQUE PROMOTION

Dernièrement, nous avons reçu la visite du nouveau directeur de la sécurité des Houillères. Or ce dernier est tristement célèbre. Il était, il y a deux ans, directeur de la

fosse 5 à Liévin, lors de la catastrophe qui fit 42 morts.

Il a eu de la promotion depuis : il s'occupe maintenant de la sécurité pour toutes les fosses !

CREUSOT-LOIRE (Le Marais)

UN BRULÉ GRAVE

A Creusot-Loire Le Marais à St-Etienne, un ajusteur a été très gravement brûlé à la face et sur tout le corps par un jet d'acide. Il a été hospitalisé au Centre des grands brûlés à Lyon.

La cause de cet accident s'explique. Pour gagner du temps et permettre la réparation d'une pompe de la cuve à acide, une prise de courant a été branchée directement sur sa machine. N'étant pas informé de cette ins-

tallation de fortune, il mit en marche sa machine, ce qui entraîna le déclenchement de la pompe d'acide dont le contenu fut projeté sur ce compagnon. Celui-ci s'est précipité dans l'atelier, les vêtements brûlés tombant en lambeaux autour de lui. Il n'y avait pas de douche à proximité.

Il a fallu cet accident pour que la direction commence à se préoccuper des normes de sécurité à propos du travail autour de cette cuve à acide.

Quand l'hôpital rend malade !

De plus en plus, il est question de microbes qui se répandent dans l'hôpital. On parle même de fermer certains services.

Ainsi, à Ranguel, une bonne partie du personnel des Blocs et de la Traumatologie est contaminée par le staphylocoque doré.

A Casselardit, on craint une épidémie de fièvre typhoïde chez les malades.

Comment cela est-il possible dans un hôpital moderne ?

D'une part, le manque de personnel et les mauvaises conditions de travail empêchent parfois de prendre toutes les

mesures d'hygiène nécessaires.

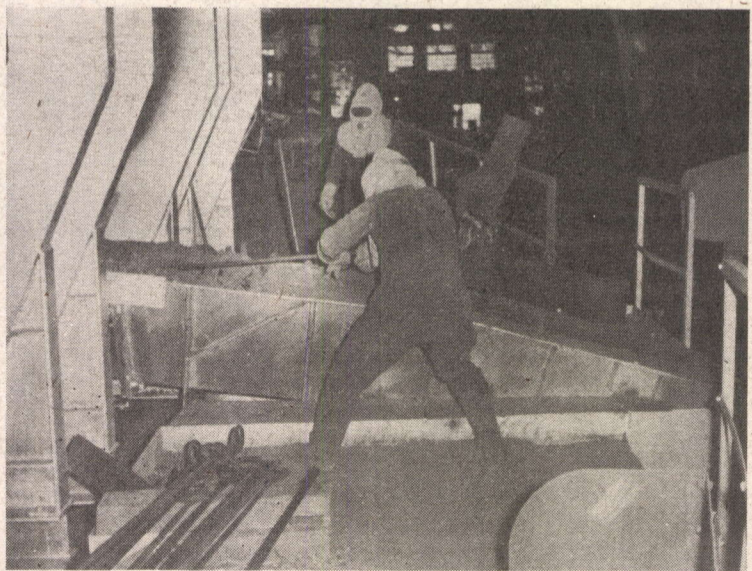
D'autre part, l'administration fait encore une fois preuve de négligence grave, puisque les employés peuvent travailler pendant des mois et des mois sans que l'on se préoccupe de savoir s'ils sont porteurs de germes dangereux et d'éviter qu'ils les propagent autour d'eux.

Voilà comment, faute de prendre des mesures simples de prévention, on se retrouve avec des épidémies, comme au Moyen Age.

Extrait du bulletin LO « Hôpitaux » - Toulouse du 18-10-76.



La fosse Déchy près de Douai.



Creusot-Loire - Le Marais : des conditions de travail pénibles et dangereuses. (Ph. LO)

Amiante = danger

Au service RPC les travailleurs utilisaient du Sylolox sans aucune protection. L'un d'entre eux trouvant que ce produit ressemblait à de la fibre d'amiante a prévenu le Comité Hygiène et Sécurité.

Et il a eu raison ; c'était bien de la fibre d'amiante, connue comme cancérigène et dont l'utilisation doit être sévèrement contrôlée. Il faut des hottes d'aspiration et des stockages spé-

ciaux inexistants dans le service.

La direction prétend qu'elle n'était pas au courant, car la fiche technique du Sylolox serait arrivée après coup.

Pourtant ce produit a été utilisé il y a un an à FR et il y avait une fiche technique !

Extrait du bulletin LO « Centre du Bouchet » - Vert-le-Petit 91 du 12-10-76.

AUTOROUTE DE DELESTAGE... DES PORTE-MONNAIE

Le dernier tronçon (entre la porte de Bercy et Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux) de l'autoroute A4, qui relie Paris à Metz, a été mis en service le mercredi 20 octobre. Les 375 kilomètres qui séparent les deux villes pourront donc être effectués d'une seule traite par les automobilistes... à condition qu'ils se soient au préalable munis de leur carnet de chèques ou d'un certain nombre de billets de banque ! Car le simple péage de l'autoroute reviendra à 56,50 F pour un véhicule, somme à laquelle il faut bien entendu ajouter le prix du carburant. Pour un véhicule de moyenne cylindrée, un aller-retour Paris-Metz reviendra dans les deux cent cinquante francs !

Bien sûr, l'autoroute rendra des services à tous ceux qui, à cause de l'insuffisance des transports en commun ou de leur prix (à partir de trois personnes, l'automobile est plus avantageuse que le train, sans parler de l'avion !), sont obligés de l'emprunter. Mais cette autoroute a déjà été payée par les automobilistes, avec l'augmentation du prix de l'essence, et par tous les contribuables avec leurs impôts.

Il faut en plus verser une rançon aux grosses sociétés telles que la Banque de Suez, Dumez, Bouygues, Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, à qui l'Etat a confié l'exploitation de l'autoroute !

A 56,50 F le trajet, on comprend que ces sociétés aient pu se permettre d'annuler le péage sur les 36 premiers kilomètres à partir de Paris. Quoiqu'il ait fallu quand même le leur arracher, car elles avaient bien l'intention de rançonner par la même occasion les automobilistes de la région parisienne... il n'y a pas de petits profits.

Laurent GORDON

CONCORDE :

QUELQUES MILLIONS DE PLUS A LA « FLOTTE »

Un bilan des premiers mois d'exploitation de Concorde fait apparaître un déficit pour Air France de l'ordre de 200 millions.

Pourtant, en ce qui concerne cet avion-gouffre, pas question d'austérité ! La direction a même pris la décision de faire repeindre toute la flotte à ses couleurs ! C'est ainsi que, leur peinture à peine sèche, de nombreux avions devront repasser au N7 pour en ressortir blancs comme Concorde.

Opération publicitaire, de prestige ? Quoi qu'il en soit, le coût en sera très élevé.

Décidément, pour nos patrons, il n'est question de déficit que lorsqu'il s'agit d'augmenter nos salaires.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Air France - Orly Nord.)

CITROEN-AULNAY

La direction renforce encore la discipline et prépare les élections

Depuis le retour des vacances, la discipline s'est considérablement resserrée. Aux heures de sortie et de repos, les chefs font systématiquement la chasse aux travailleurs qui auraient quitté l'atelier une minute ou deux avant l'heure. Sur les chaînes, certains chefs et régisseurs se comportent en hystériques. Ils injurient, bousculent même des travailleurs pour des riens. Depuis début septembre, les travailleurs absents pour maladie ou pour d'autres raisons sont mutés dans d'autres usines de la région parisienne. Certains sont mis à pied. Il y aurait ainsi depuis septembre plusieurs dizaines de mises à pied ou mutations, voire une centaine.

Les délégués CGT sont directement visés. Sur les six délégués CGT de l'entreprise, deux ont été sanctionnés gravement : alors qu'ils étaient en délégation au Montage, deux membres de la maîtrise leur bloquent le passage comme à l'habitude, les bousculent et les insultent. Mais cette fois cela ne s'arrête pas là, puisque ce sont ces deux délégués qui seront sanctionnés, peu de temps après, de six

jours de mise à pied chacun, sous des prétextes divers.

Mercredi 6 octobre, alors que trois délégués distribuaient à la porte un tract pour appeler à la grève du 7, une vingtaine de nervis se jettent sur eux, arrachent les tracts qu'ils ont dans la main et, à chaque fois que les délégués tentent de nouveau de distribuer une nouvelle poignée de tracts, les nervis interviennent, prennent à partie les travailleurs qui ont quand même osé prendre un tract et le leur arrachent des mains.

La proximité des élections, fin octobre pour les délégués du personnel et novembre pour le CE, n'est sans doute pas étrangère à cette nouvelle vague de hargne et de sanctions. Parallèlement, la maîtrise sur le pied de guerre a commencé sa campagne pour son syndicat, la CFT. Depuis un mois, les travailleurs sont convoqués un à un dans le bureau de l'agent de secteur, en présence d'un ou deux chefs, de l'agent de secteur et de l'interprète le cas échéant, pour s'entendre dire : « Toi, tu n'iras pas voter. On ne te fait pas confiance ».

A d'autres, on indique quel nom ils devront cocher, souligner ou rayer sur le bulletin de vote, ou encore on donne une enveloppe cachetée avec le bulletin CFT à l'intérieur, en demandant de rapporter l'enveloppe non cachetée qui sera distribuée le jour des élections.

Comme chaque année,

avant les élections, la direction cherche par tous les moyens à nous empêcher de nous exprimer et de nous organiser.

La hargne de son encadrement n'y suffira pas indéfiniment.

Correspondant L.O.

CITROEN (Saint-Ouen)

DES SANCTIONS A TOUR DE BRAS

La direction a infligé il y a deux semaines six jours de mise à pied à un délégué CFDT. Le prétexte était qu'il avait photocopié des documents qu'il n'aurait pas eu le droit de reproduire.

La direction pensait faire son sale coup sans que ça se sache. Mal lui en a pris.

A la collecte organisée quelques jours plus tard pour combler la perte de salaire de notre camarade, les travailleurs ont répondu massi-

vement. Des dizaines et des dizaines d'entre eux ont versé au drapeau 1.050 F.

C'est une belle claque pour la direction, et en même temps un avertissement que les travailleurs ne sont pas indifférents aux sanctions qu'elle distribue à tour de bras à tous ceux qui n'acceptent pas sa loi.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Citroën Saint-Ouen Les Epinettes du 17-10-76.)

CREDIT LYONNAIS :

UNE HISTOIRE DE NOTES

On se souvient que, l'an dernier, la direction avait sanctionné des employés parce qu'ils avaient refusé de signer leurs notes. Ces employés avaient décidé, avec le soutien de FO et de la CFDT, de demander l'annulation de ces sanctions devant le tribunal des Prud'hommes.

L'audience de conciliation a eu lieu lundi 11 octobre.

La direction, représentée par MM. Pottier et Hemery assistés d'un avocat, était présente, mais pas pour très longtemps.

En effet, invités à produire un pouvoir les habilitant à parler au nom du Crédit Lyonnais, ces messieurs furent incapables de le montrer : ils n'en avaient pas. Pourtant, quand il s'agit de mettre des sanctions, ils ont tous les pouvoirs. Ils furent donc priés par les conseillers de quitter la salle et l'audience se déroula sans eux.

Pour ce qui est des sanctions, les employés sont convoqués en mai, où les Prud'hommes rendront leur jugement. D'ici là, la direction se sera peut-être procuré le pouvoir nécessaire.

Extrait du bulletin « Lutte Ouvrière-Crédit Lyonnais » Cadet-Lafayette Paris du 11-10-76.

SEV-MARCHAL (Issy-les-Moulineaux) :

ET ILS N'ONT PAS HONTE !

Dans l'atelier 140, un travailleur de soixante-trois ans a vu son salaire diminué, du fait qu'il n'est pas arrivé à faire ses cadences. Ce n'est pas un cas isolé car, à la dernière paye, il y a eu plusieurs personnes de plus de soixante ans dans son cas.

A la réunion du C.E. du 4 octobre, un directeur a poussé des hurlements en expliquant que c'en est fini de la garantie des salaires pour les personnes âgées.

La direction met ainsi en cause ce qui était un acquis depuis deux ans environ.

Il faut véritablement avoir la mentalité d'exploiteur et le cynisme de la direction pour oser raboter encore quelques sous à ceux sur le dos desquels les patrons se sont engraissés pendant des dizaines d'années.

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière SEV Marchal, Issy-les-Moulineaux du 18-10-76.

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE (Dijon) :

Une ouvrière "démissionnée"

Une ouvrière vient de donner sa démission de Bourgogne-Electronique, filiale dijonnaise du trust Thomson, sous la pression du chef du personnel qui l'a intimidée par des moyens absolument illégaux.

En effet, il l'a vue en train de servir des clients dans un café tenu par des amis à elle, alors qu'elle était en arrêt maladie... Il était 20 heures et le délai de sortie accordé par la Sécurité



Les ouvrières et les ouvriers de Bourgogne-Electronique lors du mouvement de grève du printemps dernier.

sociale était donc dépassé.

Le chef du personnel est alors allé se faire servir un verre par « son ouvrière », en présence d'un huissier qui a dressé un constat sur-le-champ, avec force menaces, dont le renvoi de l'usine et la radiation de la Sécurité

sociale, ce qui au demeurant n'est absolument pas de son ressort. Mais, au-delà de ce que cet individu peut ou ne peut pas, il y a son attitude qui soulève le cœur. Ce sont tous les ouvriers qui se sont sentis menacés et visés par ce féodal, qui n'en est

pas à son coup d'essai. C'est ce même individu qui est responsable du licenciement pour fait de grève, au printemps dernier, de 23 travailleurs, qui aujourd'hui se battent encore pour leur réintégration.

Correspondant L.O.

PEUGEOT-SOCHAUX

Avec les primes, Peugeot déguise l'insuffisance des salaires...

L'ensemble du personnel des usines « Automobiles Peugeot » vient de se voir accorder par la direction une nouvelle prime hiérarchisée. Elle correspondrait soit-disant aux économies réalisées par tous pour faire tourner l'usine. Représentant environ 15 % d'un salaire mensuel, elle sera versée pour chacun des deux semestres à venir.

Pour les cadres, une prime supplémentaire leur sera accordée pour les mêmes raisons, variant de 0 % à 55 % du salaire selon les ateliers. Elle est, semble-t-il, essentiellement destinée à leur faire croire qu'ils jouissent de faveurs exceptionnelles par rapport aux ouvriers, mais introduit en plus une division parmi les cadres et entre ateliers.

Après de l'ensemble des travailleurs, ces primes, qui font pourtant figure d'aumône, sont certes bien accueillies. Mais elles ne parviennent pas à masquer à leurs yeux le fait que le salaire de base d'un ouvrier de fabrication, par exemple, stagne autour de 1 850 F mensuels pour 40 heures.

Correspondant L.O.

SAFT (Bordeaux)

LA C.G.E. TEND LA MAIN

A la SAFT Bordeaux, le patron a convoqué le Comité d'entreprise. Le but : avoir son accord pour demander au gouvernement 15 millions anciens pour améliorer les conditions de travail.

Il avait déjà reçu cinq millions anciens de Stoleru, responsable de la « Commission pour la revalorisation du travail manuel »,

mise en place par Giscard.

Le trust CGE, dont dépend la SAFT, brasse les milliards que lui fournissent les commandes de l'Etat. Mais cela ne l'empêche pas pour autant d'invoquer la sécurité et les conditions de travail pour tendre la sébile au gouvernement.

Correspondant L.O.

Le temps de l'impatience

de Iouri TRIFONOV



La cour impériale de Russie : Faste et luxe bâtis sur la misère de millions de moujiks.

En s'appuyant sur des travaux d'historiens, l'écrivain soviétique Iouri Trifonov fait revivre dans son roman historique *Le temps de l'impatience* la personnalité d'André Jéliabov, dirigeant du groupe « Volonté du peuple » qui organisa l'assassinat du tsar Alexandre II, le premier mars 1881.

Le roman débute en 1878. Les échos de la répression qui a suivi les deux grands procès publics que le tsar a intentés, quatre ans plus tôt, aux jeunes intellectuels partis prêcher la révolte dans les campagnes rententissent encore. L'étudiant Jéliabov, qui a fait lui aussi son expérience d'aller dans les campagnes, en revient déçu. Pour lui ce fut « une expérience infernale, seize heures de labeur quotidien sous un soleil de plomb, les bœufs, la corvée d'eau, l'arrosage, le buttage, l'élevage, à la sueur de son front, il ne lui restait ni forces ni loisirs pour faire de la propagande parmi les paysans ». Il ne croit plus en un soulèvement prochain des moujiks et, puisque la voie de la propagande est impuissante à les remuer, peut-être que celle de l'action héroïque y réussira-t-elle.

Jéliabov s'engage alors dans la voie

terroriste. Son groupe de jeunes étudiants va vivre dans la clandestinité et préparer, au prix de sacrifices inouïs, les multiples tentatives d'assassinat du tsar. Finalement leur acharnement, leur abnégation leur permettent de réussir leur projet, qu'ils payent de leur vie et de la disparition du groupe tout entier. Le tsar est tué, mais les moujiks ne se soulèvent pas...

La grande qualité de l'ouvrage est de faire saisir, en quelque sorte de l'intérieur, la portée et les limites de l'action engagée par cette poignée de jeunes, issus de l'intelligentsia, voire de l'aristocratie elle-même, qui a engagé une guerre désespérée contre le tsarisme.

Malgré leur générosité et leur héroïsme, le terrorisme individuel qu'ils avaient choisi comme moyen d'action ne pouvait conduire qu'à une impasse politique. Mais, à leur manière, ils annonçaient une autre génération de révolutionnaires russes, qui auront su allier aux qualités individuelles le choix conscient de la seule classe qui avait la capacité de renverser la Russie féodale : le prolétariat.

Irène BROSSARD

Le temps de l'impatience de Iouri Trifonov - Ed. Robert Laffont - 45 F.

Requiem pour un paysan espagnol

de Ramon J. SENDER

Dans un petit village espagnol des années Trente, la vie suit le rythme des travaux des champs, des événements familiaux et des fêtes religieuses.

Puis, un jour, les villageois apprennent que, très loin, à Madrid, le roi est tombé et que la République est proclamée. Les élections donnent au village un Conseil municipal composé « d'hommes sans beaucoup de religion », comme le constate amèrement le curé, et qui, sans phrases ni discours, vont prendre des mesures bouleversant les traditions. Le curé reste seul dans son église vide. Les riches propriétaires s'enfuient, abandonnant leurs terres, qui deviennent vite des pâturages communaux.

Jusqu'au moment où un groupe de « fils à papa », bottés et armés, arrivent au village, obligent les paysans effarés à écouter des discours incompréhensibles, à saluer en tendant le bras et rétablissent

l'ordre en assassinant les conseillers municipaux.

Ce récit ne prétend être ni une analyse politique ni une fresque historique. Il est très bref (65 pages) et volontairement centré sur deux personnages : Paco, un des rebelles, et le curé, du côté de l'ordre.

Tel quel, il est pourtant une image de la lutte du peuple espagnol, au niveau d'un tout petit village, où les paysans prennent peu à peu conscience de ce qu'est, au-delà des traditions et du paternalisme, la politique des exploités.

Sylvie MARECHAL

Requiem pour un paysan espagnol, de Ramon J. Sender - Ed. Féderop. Le prix élevé, 20 F, s'explique en partie sans doute par le fait que c'est une édition bilingue (français-espagnol).

Une réédition :

L'ARMÉNIEN

de Clément LEPIDIS

Le roman débute dans les années Trente à Paris. Aram Tokatlérian, un Arménien, arrive à Belleville, chez un compatriote émigré quelque temps auparavant qui a monté un petit atelier de fabrication de chaussures.

Aram a été chassé de son pays par les persécutions kurdes. Tout jeune encore, il a perdu sa famille dans les pogroms. Pour lui, vu d'Istanbul où il s'est réfugié et vit dans une condition assez misérable, Paris c'est la liberté et surtout la possibilité de mener enfin une vie plus aisée et sans histoires.

Dès son arrivée, Aram se lie très vite aux habitants du quartier et de son immeuble. La plupart sont des étrangers comme lui, qui ont dû fuir les persécutions ou la misère. Aram est presque heureux car, à son avis, il gagne sa vie pas trop mal, même s'il lui faut pour cela travailler enfermé de douze à quinze heures par jour dans une petite chambre transformée en atelier.

Mais avec la montée de la crise et les manifestations d'extrême-droite contre les étrangers, Aram bouleversé découvre que le racisme et la xénophobie existent là aussi, y compris au sein de la communauté du quartier, et que certains de ses amis, ouvriers bien français, se laissent aller eux aussi, peut-être plus par bêtise que par méchanceté, à parler des « mâtèques ».

Après la brève éclaircie du Front Populaire et son atmosphère de fête, la guerre gagne le monde. Racisme et pogroms déferlent sur l'Europe. C'est la rafle des juifs à Paris. Belleville n'y échappe pas. Aram y assiste impuissant : la police française embarque toutes les familles juives du quartier, trente-trois personnes dans son immeuble même, à destination des camps de concentration.

Aram en réchappe. Mais la guerre a brisé toutes ses espoirs, la vie n'est plus possible pour lui à Paris. On lui parle de l'Arménie, qui serait devenue socialiste. Il se laisse tenter...

Avec Aram, on ressent et on comprend les problèmes auxquels se heurtent tous ceux qui, sous prétexte qu'ils n'ont pas la même couleur de peau ou ne parlent pas la même langue, se voient refoulés dans les ghettos des grandes villes.

Mais c'est aussi toute l'histoire d'une époque, de l'avant-guerre à la guerre, telle qu'elle a été vécue par la population pauvre du quartier de Belleville, ce qu'elle a subi, mais aussi ses luttes, de la grève du Front Populaire à la lutte clandestine des militants du PC pendant la guerre.

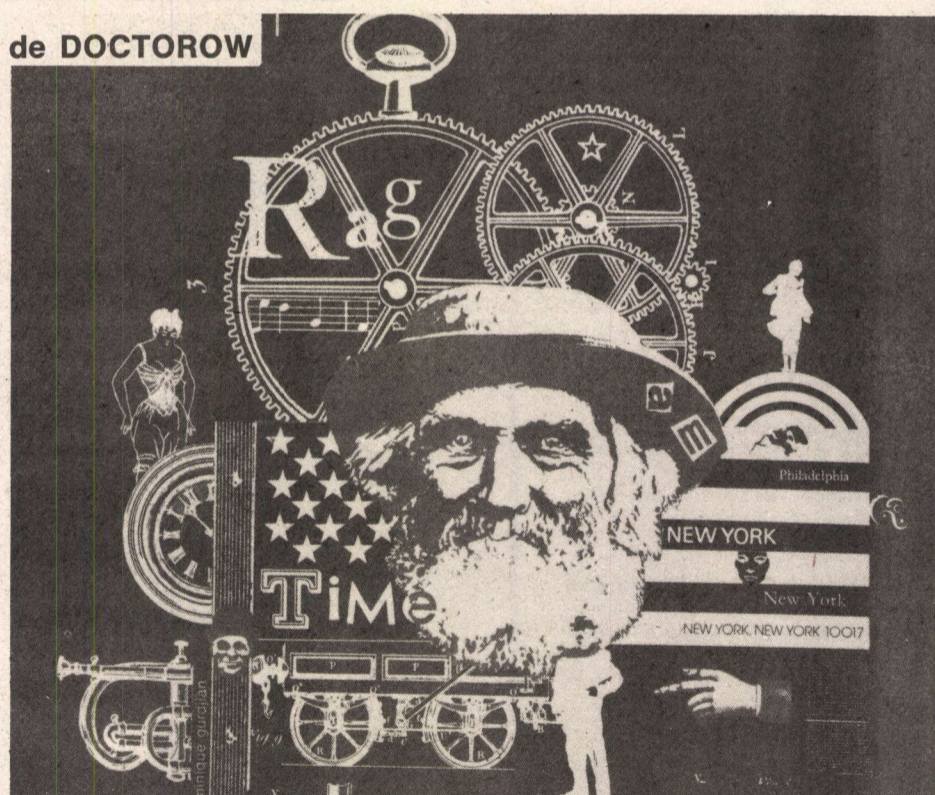
Un récit simple, chaleureux et sensible.

Cécile BERNIER.

L'Arménien, de Clément Lépidis - Livre de Poche - 6,50 F.

RAGTIME

de DOCTOROW



Les différents personnages qui surgissent l'un après l'autre dans ce roman n'ont apparemment rien de commun entre eux, si ce n'est qu'ils appartiennent tous à la société américaine du début du XX^e siècle. Voilà qui peut au début dérouter le lecteur. D'autant que Doctorow s'est ingénié à mêler fiction et réalité, faisant se rencontrer des personnages purement imaginaires et d'autres bien réels, comme le magicien Houdini, la féministe anarchiste Emma Goldman, Henry Ford ou le riche banquier Pierpont Morgan.

Puis les liens entre les uns et les autres apparaissent progressivement, pour nous amener au drame final.

C'est là un procédé voulu par l'auteur, qui permet de donner un panorama de la société américaine de l'époque, des milieux les plus pauvres, comme les immigrés de fraîche date ou les Noirs, jusqu'aux plus fortunés et aux plus puissants, en passant par toutes les variantes d'arrivistes et de débrouillards pour qui la fortune était à l'époque à portée de la main.

Doctorow cherche à détruire bon nombre de mythes sur ce soi-disant âge d'or du nouveau monde. Sous un vernis de prospérité, se cache la misère de la population laborieuse. Sous des idéaux de liberté et d'égalité, on découvre la répression féroce des grèves et la haine raciste envers les Noirs.

Quant à ceux qui ont bâti des fortunes soi-disant à force de courage et d'intelligence, Doctorow nous les révèle sous un jour où ces qualités n'interviennent que fort peu.

Doctorow nous raconte ces mille histoires, qui finissent par n'en faire qu'une, avec un sens extraordinaire du suspense, du coup de théâtre. Il emmène le lecteur sur des pistes qui semblent ne mener nulle part, et tout à coup tout s'explique et tout s'enchaîne. C'est plein d'humour et de cocasserie ; c'est écrit dans un style alerte, précis, souvent incisif. Et ces qualités ne sont pas les moindres du roman.

Hélène DURY.

Ragtime, de Doctorow - Ed. Robert Laffont - 330 p. - 45 F.

sélection

FILMS POLITIQUES

1900 : Gaumont Théâtre (2°) - Grands Augustins, Hautefeuille et Montparnasse 83 (6°) - Marignan (8°) - Fauvette (13°) - Olympic (14°).

Les hommes du président : Rex (2°) - Odéon (6°) - Ermitage (8°) - Paramount Galaxie (13°) - Miramar (14°) - Trois Murat (16°).

La victoire en chantant : Studio de la Harpe (5°) - St-Lazare Pasquier (8°) - Athéna (12°) - Olympic (14°).

La bataille d'Alger : Louxor (10°).

La dernière tombe à Dimbaza : Saint-Séverin (5°).

Le journal d'Anne Frank : Studio République (11°).

Les sentiers de la gloire : Châtelet Victoria (1°).

AUTRES FILMS

Remparts d'argile et Johnny s'en va-t-en guerre : André Bazin (13°). (Voir jours et heures à la salle.)

Cabaret : Studio Bertrand (7°).

Barry Lyndon : Impérial (2°) - Gaumont Rive Gauche et Hautefeuille (6°) - Gaumont Champs-Élysées (8°) - Gaumont Sud (14°).

La carrière d'une femme de chambre : Studio Médicis (5°) - Odéon (6°) - Biarritz (8°) - Cinémonde (9°) - UGC Gobelins (13°) - Miramar (14°) - Convention (15°) - Clichy Pathé (18°) - Secrétan (19°).

Vol au-dessus d'un nid de coucou : Marbeuf (8°) - Paramount Galaxie (13°) - Paramount Montparnasse (14°).

Une vie difficile : Marais (4°) - Quintette (5°) - 14-Juillet (11°) - Mac Mahon (17°).

Butch Cassidy et le Kid : Maillot Palace (17°).

Taxi Driver : Studio Rivoli (4°) - La Clef (5°).

Nous nous sommes tant aimés : Les Cinoches de Saint-Germain (6°).

Cria Cuervos : Saint-Germain Huchette (5°) - Élysées Lincoln et Saint-Lazare Pasquier (8°) - 14-Juillet (11°) - Gambetta (20°).

Autant en emporte le vent : Élysées Point Show (8°) - St-Ambroise (11°) - Royal Passy (16°) - Tourelles (20°).

POUR SE DISTRAIRE

La flûte enchantée : Ranelagh (16°).

Un éléphant ça trompe énormément : Saint-Germain Studio (5°) - Bosquet (7°) - Mercury et Paris (8°) - Lumière et Maxeville (9°) - Fauvette (13°) - Montparnasse Pathé (14°) - Convention (15°) - Victor-Hugo (16°) - Wepler (18°) - Gambetta (20°).

Ma vache et moi : Marais (4°).

On aura tout vu : Impérial (2°) - Roissy (19°).

Le docteur Folamour : Aca-cias (17°).

Le bon, la brute et le truand : Argos (2°).

Knack... et comment l'avoir : Studio de l'Etoile (17°).

Prends l'oselle et tire-toi : Saint-Lambert (15°).

Une nuit à Casablanca : Champollion (5°).

Les sept mercenaires : Grand Pavois (15°).

FILMS FILMS

FANTASIA

de Walt DISNEY

Dans la suite de dessins animés qu'il a réalisés en 1940 et qui composent le film *Fantasia*, Walt Disney a voulu illustrer quelques grandes œuvres musicales.

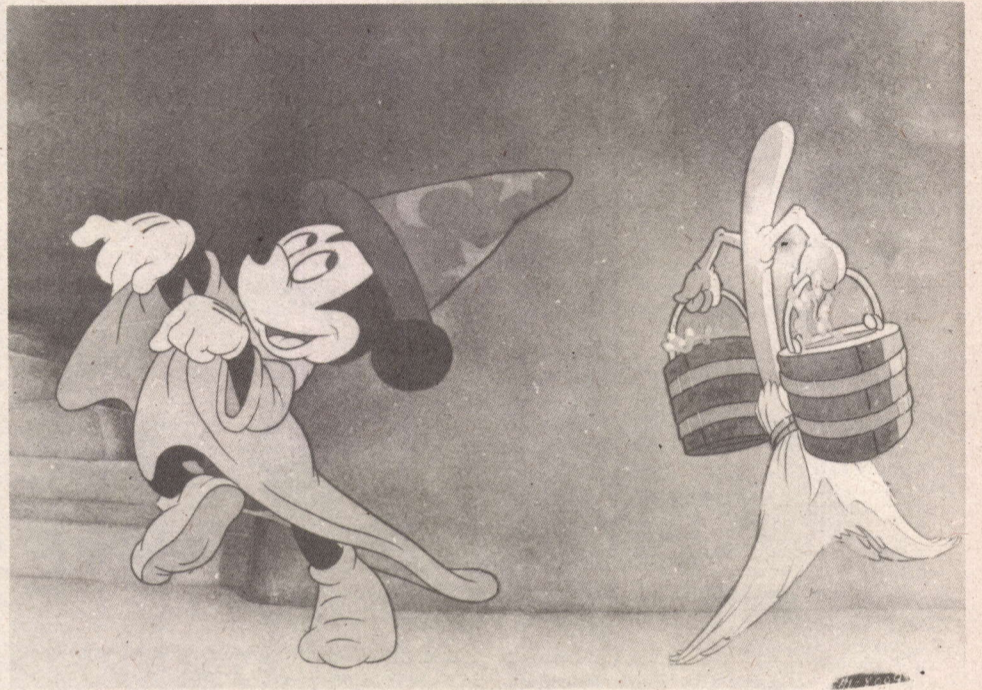
« Écoutez les images et regardez les sons », conseille le présentateur du film aux spectateurs. C'est ce qu'ils font. Bien sûr, un film ne peut pas rivaliser avec un concert donné en salle. Mais les sons incarnés dans les images créées par Walt Disney rendent la musique accessible même à ceux qui n'ont pas l'habitude d'y goûter.

Il suffit pour en être certain de voir, ou plutôt d'entendre comment, à certains passages, l'agitation et les commentaires des enfants qui remplissent la salle se transforment en silence ravi !

Par goût personnel, on peut préférer certains dessins animés à d'autres, Walt Disney ayant varié les procédés. Il a utilisé pour certains des jeux de lignes, de courbes et de couleurs ; pour d'autres, ses personnages habituels — on n'oubliera pas Mickey en « Apprenti Sorcier », et la danse des balais ; ou encore il a inventé de nouveaux personnages.

En tout cas, en visualisant les sons, d'une façon personnelle et souvent poétique, Walt Disney a entraîné un grand public dans le monde de la musique, si souvent jugé hermétique. C'est une réussite. S.F.

Rex (2°) - Panthéon (5°) - Montparnasse 83 (6°) - France-Élysées, Madeleine et Marignan (8°) - Gaumont Sud (14°).



La dernière folie

de Mel BROOKS

Cette fois-ci, Mel Brooks, réalisateur notamment du *Shérif est en prison* et de *Frankenstein Junior*, a choisi de faire un film comique muet.

Il tient d'ailleurs lui-même le premier rôle du film : celui d'un réalisateur de cinéma déchu par l'alcool et qui veut refaire surface en faisant un film...muet, à notre époque. Entouré de ses deux acolytes, Marty Feldman et Dom de Luise, il part recruter les stars. C'est ainsi que Liza Minelli ou Paul Newman se retrouvent à parodier leur propre personnage à l'écran et nous font rire des aspects les plus surfaits du monde d'Hollywood.

Mais voilà qu'un groupe financier, qui a pour nom « Engouffre et Dévore », a décidé de s'en prendre à la compagnie

éditrice du film muet et d'en empêcher la sortie. Cela donne droit à des moments parmi les meilleurs, lorsque Mel Brooks, en lançant un coup de patte à certaines grandes firmes, parvient à nous faire rire aux éclats...

Certes, il n'y a aucun dialogue — la seule parole est prononcée par... le mime Marceau — mais le film n'en est pas moins sonore, de sonorités qui sont autant de gags supplémentaires.

I. J.

Impérial et Rex (2°) - Quartier Latin et Quintette (5°) - Montparnasse 83 (6°) - Élysées-Lincoln, Marignan et Saint-Lazare Pasquier (8°) - Nation (12°) - Gaumont Sud et PLM Saint-Jacques (14°) - Cambonne (15°) - Mayfair (16°) - Clichy-Pathé (18°).

Le corps de mon ennemi

d'Henri VERNEUIL

Accusé d'un double crime qu'il n'a pas commis, un homme (Jean-Paul Belmondo) purge sept ans de prison. Dès qu'il sort, une seule idée l'obsède : se venger. Mais de qui ? C'est ce qu'il va tenter de découvrir.

Le rythme du film de Henri Verneuil, tiré d'un roman de Félicien Marceau, est lent. L'utilisation des retours en arrière et le monologue de Belmondo lassent. Et l'on ne peut pas dire que le suspens tienne toujours en haleine le spectateur.

En toile de fond, l'on nous montre la collusion entre les bourgeois et la pègre, soutenue par toute la haute société de la ville, les juges, le maire... qui les couvrent et qui en profitent. Mais cette critique sociale est elle aussi bien artificielle.

Henri Verneuil a donc mis un peu de tout dans son film et quelques scènes cocasses ou quelques bonnes réparties font parfois sourire.

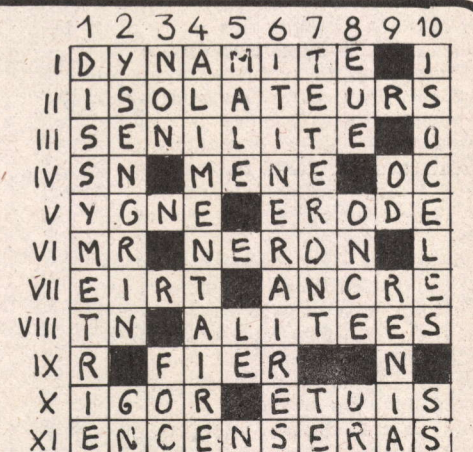
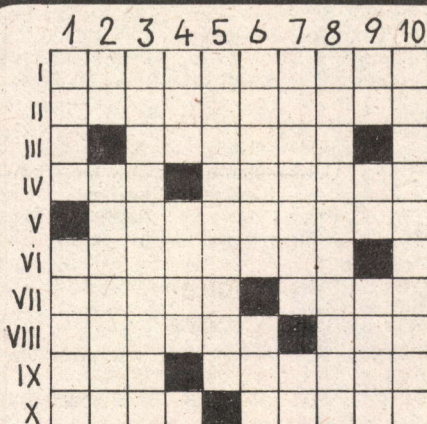
Mais si, à défaut d'autre chose, vous allez voir ce film, allez-y sans illusion, afin de ne pas être trop déçu.

Marie-Claude SOLAC.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT. — I. Donner la réplique. — II. Ils cherchent la bonne place. — III. Affichai. — IV. Poisson - L'essentiel, c'est d'en sortir. — V. Passera les bornes. — VI. Supplier. — VII. Le petit se lève tôt - Ancienne féministe. — VIII. Parlent tout seuls ! - Dans l'urne. — IX. Mont corse - Pas faite. — X. Ecarte les extrêmes - Souvent blanches, parfois encore vertes.

VERTICALEMENT. — 1. Comblé - La sécheresse a le sien. — 2. Fin de verbe - S'en va au vert. — 3. Donne la priorité. — 4. Fait des éclats - Ne casse pas pour autant. — 5. On ne l'a pas sifflé, au contraire. — 6. Etendre - Vide la bourse. — 7. Difficiles à supporter - Dans le piège. — 8. Elle ne tient pas en place. — 9. Note - La même à l'envers - C'est beaucoup d'un seul coup. — 10. Ce qu'on fait quand on ne veut pas se laisser faire.



La répression s'étend

Depuis le coup d'Etat des militaires, le 6 octobre, la répression en Thaïlande ne cesse de s'étendre.

Après l'horrible massacre de centaines d'étudiants et l'arrestation de plusieurs milliers d'autres, les militaires thaïlandais s'en prennent maintenant aux partis d'opposition démocratique et à toutes les personnalités plus ou moins « progressistes » : le directeur de l'hebdomadaire Chaturat a été arrêté; un écrivain membre du Parti Socialiste est en fuite; des membres du Parti Socialiste ont été arrêtés tandis que les arrestations et perquisitions se succèdent dans tous les milieux ayant sympathisé avec le gouvernement civil. D'autre part, le droit de grève est aboli: les syndicats sont dissous; la presse d'opposition est interdite; les écoles sont fermées pour un mois.

Cette répression s'est accompagnée de gestes spectaculaires et symboliques: plus d'un million de livres provenant des librairies et universités de Bangkok ont été

brûlés publiquement, sous le prétexte qu'ils prônaient des idées communistes ou sympathisantes. Enfin, dans une ville de plus de 4 millions d'habitants comme Bangkok, le couvre-feu a été décrété à partir de 22 heures le soir et plusieurs milliers de personnes rencontrées au-delà de cette heure ont été arrêtées.

Ce n'est pas un simple règlement de compte entre les détenteurs militaires du pouvoir et les civils qu'ils avaient renversés. L'armée tente de briser l'effervescence populaire qui avait, en 1973, contribué à renverser la dictature, et de baillonner tous ceux qui sont susceptibles d'exprimer ou de cristalliser le mécontentement.

La faillite de la société thaïlandaise est cependant trop grave pour qu'elle puisse être réglée par la seule force. Cette force qui n'a d'ailleurs pas réussi à venir à bout des guérillas paysannes qui contrôlent une partie des provinces frontalières de Thaïlande.

Irène BROSSARD



Manifestations en Chine :

Le mépris des dirigeants pour les masses populaires

A la suite des rumeurs sur l'arrestation la semaine dernière de quatre hauts dirigeants chinois, dont la femme de Mao, accusés d'avoir fomenté un complot, des manifestations monstres ont été organisées dans les grandes villes chinoises pour soutenir « le comité central dirigé par Hua Kuo-feng », à commencer par Shanghai, ancien fief des dirigeants éliminés.

Des moyens de transport ont été mis en place pour transporter la population des banlieues : camions militaires, autobus, remorques, etc. Tout a été prévu, des latrines aux antennes médicales, pour faire face aux besoins des manifestants.

Le caractère même de ces manifestations est significatif de la nature du régime chinois. Car enfin, il s'agit de faire cautionner après coup par la population des institutions qui ont été décidées sans elle. La lutte pour la succession de Mao se livre

dans les coulisses; les dirigeants rivaux se gardent bien de demander l'avis des masses populaires. Toute leur attitude traduit au contraire leur méfiance congénitale envers elles.

Même les manifestations de ces derniers jours, soi-disant destinées à informer la population, ne l'ont pas « informée » de grand-chose, tant sont vagues et allusives les accusations portées contre des dirigeants qui ne sont souvent même pas désignés nommément. Le clan victorieux invite la population à déverser ses anathèmes contre les vaincus du jour.

C'est dire le mépris dans lequel sont tenues les masses, malgré les grandes déclarations de principe du régime et ses références constantes au socialisme. C'est dire aussi la peur qu'ont les dirigeants que les travailleurs soient à même de comprendre, de juger et peut-être d'agir. C'est dire que le régime est foncièrement anti-

démocratique.

Et si, aujourd'hui encore, les dirigeants peuvent se servir des foules rassemblées canalisées, encadrées, pour se faire plébisciter avec tous les signes de la liesse populaire, c'est que le régime bénéficie depuis 1949 d'un capital de popularité qui n'est pas encore dilapidé.

Mais la méfiance manifeste, voire l'hostilité ouverte des dirigeants envers la population, qui surgit au grand jour à chaque crise, ne peuvent que contribuer à émietter peu à peu ce capital de confiance. Avec la disparition de Mao, le leader de loin le plus populaire du régime, la popularité du régime va s'effriter plus vite; d'autant plus qu'il sera contraint d'exiger des sacrifices toujours renouvelés de la population. Parallèlement, l'hostilité et la peur des dirigeants face à la population ne pourra que se manifester plus ouvertement.

Dominique CHABLIS

Portugal

LE PS IRA-T-IL JUSQU'A LA SCISSION POUR DONNER DES GAGES AUX PARTIS DE DROITE ?

Le Parti Socialiste Portugais est en crise, en crise ouverte et publique. Tant et si bien que l'hypothèse d'un éclatement a pu être envisagée. En fait, les désaccords au sein du Parti Socialiste ne sont pas nouveaux.

Certes, le PS, par la nature même de sa composition plus qu'hétéroclite, a toujours vu en son sein des luttes de tendances, des conflits d'intérêts et des oppositions de personnes. Ce qui est nouveau aujourd'hui n'est pas tant que ces divergences existent, mais le fait qu'elles soient mises systématiquement et ouvertement en avant par une partie du PS lui-même. La droite du parti semble passer ouvertement à l'attaque contre ceux qui passent pour constituer la gauche dirigée par le ministre de l'Agriculture Lopez Cardoso.

Il est vrai que la droite du parti peut se sentir soutenue dans cette offensive par les pressions de droite qui s'exercent de l'extérieur sur l'ensemble du parti. C'est ainsi, par exemple, que la Confédération des agriculteurs réclame la démission de Lopez Cardoso qui, à la fois chef de file de la gauche et responsable de la réforme agraire, est la cible de leurs attaques les plus violentes.

La droite du Parti Socialiste serait évidemment satisfaite de voir le parti céder aux pressions de ceux qui réclament la démission de Cardoso.

Le parti ira-t-il jusque-là, dé-

cidera-t-il de sacrifier la gauche ?

Il est bien sûr difficile de le dire. Mario Soares a préféré jusqu'à présent maintenir l'unité apparente du parti et a choisi la conciliation. Il l'a fait en particulier parce qu'il avait besoin de la caution de la gauche pour aider à faire passer une politique franchement de droite. Ce fut le cas notamment au moment des élections présidentielles, lorsque le PS a soutenu, gauche comprise, la candidature du général Eanes. C'est le cas en ce moment même où est limitée l'application de la réforme agraire sous la responsabilité de Lopez Cardoso lui-même !

Mais aujourd'hui, face aux attaques répétées de la droite, face à ses exigences de plus en plus pressantes et de plus en plus importantes — d'autant plus que le PS recule à chaque fois —, la majorité du PS se demande si les services rendus par sa gauche suffisent encore à compenser les inconvénients que représente le mécontentement des couches réactionnaires.

Le PS ira-t-il ainsi, dans cette optique, jusqu'à céder devant les critiques des partis de droite contre sa propre gauche ? Ce n'est pas impossible, même si ce n'est pas encore fait. Car le Parti Socialiste a toujours manifesté une très grande sensibilité aux pressions de la droite et ce serait bien dans la logique de sa politique actuelle.

Alain MARQUET

Le gouvernement espagnol interdit le congrès du Parti Socialiste Ouvrier

Le congrès du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, qui devait avoir lieu du 4 au 7 novembre à Madrid et auquel les plus importants leaders des partis socialistes européens devaient participer, a été interdit par le gouvernement civil de Madrid qui, tout en jugeant inacceptable la demande formulée par le PSOE, l'a invité à formuler un autre projet.

De toute évidence, il s'agit là d'un geste de conciliation du gouvernement espagnol vis-à-vis de sa droite, juste au moment où

se discute devant les Cortès le projet gouvernemental de réforme constitutionnelle. Aussi, pour rassurer les ultras du franquisme et s'assurer de leur consentement, le gouvernement a fait un geste à leur égard, en interdisant la tenue de ce congrès. Quitte à l'autoriser plus tard, quand les Cortès se seront prononcées.

Car en voulant tenir un meeting, en invitant toutes les personnalités des partis socialistes européens, de Mitterrand à Olof Palme et Willy Brandt, le PSOE était en train de forcer la main du gouvernement au-delà de ce

qu'il était capable de faire accepter à la droite.

Tout le jeu de la libéralisation mise en route sous l'égide de Juan Carlos consiste en une série de pas prudents, le gouvernement prend de multiples précautions pour ne pas cabrer la vieille garde franquiste; voilà qui est bien significatif des limites d'une telle libéralisation, qui ne saurait progresser que dans la mesure où chacun des partis en présence accepte les règles du jeu ainsi définies.

C.B.